
COUR CONSTITUTIONNELLE

Bulletin des arrêts 1998-2020



COUR CONSTITUTIONNELLE

DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

=====
Cité judiciaire / Plateau du St-Esprit
L-2080 Luxembourg
=====

Table des Matières

A.	Compétence et recevabilité	2
1.	<i>Compétence (article 95ter Constitution).....</i>	2
2.	<i>Recevabilité (loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle).....</i>	2
i.	<i>Délai et qualité à agir.....</i>	2
ii.	<i>Saisine de la Cour Constitutionnelle</i>	3
iii.	<i>Question préjudicielle.....</i>	3
3.	<i>Question préjudicielle posée à la CJUE.....</i>	4
B.	Fond	5
1.	<i>Article 1^{er} : État démocratique.....</i>	5
2.	<i>Article 10bis : Égalité des luxembourgeois devant la loi.....</i>	6
3.	<i>Article 11 : Libertés publiques.....</i>	26
4.	<i>Article 11bis : Protection de l'environnement humain et naturel.....</i>	28
5.	<i>Article 12 : Liberté individuelle.....</i>	29
6.	<i>Article 14 : Légalité des peines</i>	30
7.	<i>Article 16 : Droit de propriété.....</i>	32
8.	<i>Article 17 : Confiscation de l'intégralité des biens</i>	34
9.	<i>Article 19 : Liberté des cultes.....</i>	35
10.	<i>Article 32 : Pouvoir règlementaire d'attribution.....</i>	36
11.	<i>Article 36 : Pouvoir règlementaire.....</i>	38
12.	<i>Article 51 : Principe implicite de séparation des pouvoirs.....</i>	39
13.	<i>Article 95 : De la Justice.....</i>	40
14.	<i>Article 107 : Communes</i>	41
15.	<i>Article 108 : Pouvoir règlementaire des établissements publics.....</i>	43
16.	<i>Autres.....</i>	44

A. Compétence et recevabilité

1. Compétence (article 95ter Constitution)

Article 95ter – Article L. 521-11 § 4 du Code du travail – La notion de « *chômeur indemnisé particulièrement difficile à placer* » est définie par renvoi à un règlement et non par la disposition susmentionnée – La Cour constitutionnelle ne peut examiner que la conformité des lois à la Constitution, il ne lui appartient pas de statuer sur la conformité d'un règlement à la Constitution - **Incompétence** [48/09, 06.03.2009](#)

Article 95ter alinéa 2 – Seuls les juridictions peuvent poser des questions préjudicielles – Une question préjudicielle additionnelle formulée par les parties n'est pas recevable - **Incompétence** [40/07, 25.05.2007](#)

Article 95ter alinéa 2 – Question préjudicielle peut-être posée par toute juridiction - Conseil disciplinaire et administratif d'appel des ordres des avocats est une juridiction disciplinaire qui peut saisir la Cour Constitutionnelle – **Compétence** [23/04, 03.12.2004](#)

2. Recevabilité (loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle)

i. Délai et qualité à agir

Article 10 – Délai d'instruction pour déposer des conclusions court en même temps - Délai pour déposer des conclusions est suspendu pendant les vacances judiciaires, entre le 15 juillet et le 16 septembre de chaque année – Tardiveté du dépôt du mémoire additionnel étatique – **Irrecevabilité des conclusions additionnelles** [75/13, 01.02.2013](#)

Article 10 – Point de départ du délai : le délai de 30 jours court à compter de la notification de la question préjudicielle aux parties, celles-ci disposent chacune de 30 jours pour déposer un premier mémoire, ce délai ayant la particularité de courir de façon parallèle pour chacune des parties concernées – Chacune des parties dispose alors d'un nouveau délai de 30 jours, à dater du jour de la notification des premières conclusions, en vue de déposer au greffe des conclusions additionnelles - Tardiveté du dépôt du mémoire additionnel – **Irrecevabilité des conclusions** [48/09, 06.03.2009](#)

Article 10 – Qualité de partie à l'instance ne s'acquiert que si le dépôt des conclusions a été fait dans le délai de 30 jours – Dépôt de conclusions additionnelles dans le délai légal est sans impact sur la qualité de partie à l'instance – **Absence de partie à l'instance** [46/08, 26.09.2008](#)

ii. Saisine de la Cour Constitutionnelle

Article 6 – Question préjudicielle posée par le Conseil supérieur de la sécurité sociale en matière d’allocations familiales – Article 271 Code de la sécurité sociale – Principe du contradictoire – Article 6 de la loi du 27 juillet 1997, voire de l’article 65 NCPC - Impossibilité à la Cour constitutionnelle de vérifier le respect de la condition légale d’un débat contradictoire préalable devant la juridiction de renvoi - **Irrecevabilité de la question préjudicielle** [153/20, 24.04.2020](#)

Article 6 – Question préjudicielle sans pertinence – Article 19 de la loi du 8 janvier 2013 sur le surendettement – Absence de pertinence de l’examen de la différence en cas de surendettement du débiteur entre les créanciers titulaires d’une créance non-professionnelle et les créanciers titulaires d’une créance professionnelle pour prononcer la clôture de la procédure de rétablissement personnel pour insuffisance d’actif - **Irrecevabilité de la question préjudicielle** [143/19, 15.02.2019](#)

Article 6 – Question préjudicielle par la Cour d’Appel 8^{ème} Chambre – Méconnaissance de la condition légale d’un débat contradictoire préalable devant la juridiction de renvoi - **Irrecevabilité de la question préjudicielle** [151/19, 13.12.2019](#)

Article 6 - Question préjudicielle sans incidence sur l’issue du litige – Cour Constitutionnelle tranche toute question qui lui est soumise – **Recevabilité de la question préjudicielle** [50/09, 15.05.2009](#)

Article 6 – Question préjudicielle possible par la juridiction judiciaire et administrative – Juridiction disciplinaire admise à poser une question préjudicielle – **Recevabilité de la question préjudicielle** [23/04, 03.12.2004](#)

iii. Question préjudicielle

Article 8 - Question préjudicielle doit indiquer avec précision les dispositions législatives et constitutionnelles sur laquelle elle porte – Indifférent que la juridiction s’abstient de désigner l’article de la Constitution susceptible d’être violé par une norme légale dès lors qu’elle indique clairement la règle juridique contenue dans une disposition de la Constitution - **Recevabilité de la question préjudicielle** [146/19, 28.05.2019](#)

Article 8 – Question préjudicielle doit indiquer avec précision les dispositions législatives et constitutionnelles sur laquelle elle porte - Articles invoqués pour un examen de constitutionnalité n’existent pas (articles 312-1 et 123-1 Code Pénal) – **Irrecevabilité de la question préjudicielle** [139/18, 26.10.2018](#)

Article 8 – Question préjudicielle doit indiquer avec précision les dispositions législatives et constitutionnelles sur laquelle elle porte – Il est suffisant si la juridiction soulève le principe

constitutionnel violé et non l'article précis de la Constitution – **Recevabilité de la question préjudicielle** [57/10, 01.10.2010](#)

Article 8 – Question préjudicielle doit indiquer avec précision les dispositions législatives et constitutionnelles sur laquelle elle porte – Les articles soulevés (articles 18, 23, 92, 93 et 118 de la loi sur l'impôt sur le revenu) n'ont pas de lien avec les articles de la Constitution visés (articles 99, 100 et 101) – Examen de conformité pas possible - **Irrecevabilité de la question préjudicielle** [10/00, 08.12.2000](#)

Article 8 – Question préjudicielle ne vise que la conformité des lois à la Constitution à l'exclusion de l'examen de tous moyens de forme ou de fond tenant au procès – **Recevabilité de la question préjudicielle** [9/00, 05.05.2000](#)

3. Question préjudicielle posée à la CJUE

Question préjudicielle posée à la CJUE (*Arrêt C-321-15, CURIA, 08.03.2017*) – **Saisine de la Cour constitutionnelle par le Tribunal administratif – Demande de décision préjudicielle portant sur la conformité de l'article 13, § 6 de la loi du 23 décembre 2004, établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre à l'article 16 de la Constitution « *Nul ne peut être privé de sa propriété que pour cause d'utilité publique et moyennant juste indemnité, dans les cas et manière établis par la loi* »** – Cour constitutionnelle a décidé de surseoir à statuer et de demander à la CJUE si la directive 2003/87/CE du Parlement européen et du Conseil, du 13 octobre 2003, établissant un système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre dans la Communauté transposée en droit luxembourgeois par la loi du 23 décembre 2004, doit être interprétée en ce sens qu'elle s'oppose à une disposition nationale (*article 13 § 6 de la loi de 2004*) qui permet aux autorités compétentes d'exiger la restitution, sans indemnité, des quotas d'émission délivrés, mais non utilisés par un exploitant en cas de cessation totale ou partielle de l'exploitation d'une installation – La CJUE répond que la directive 2003/87/CE ne s'oppose pas à l'article 13 § 6 de la loi de 2004 prévoyant la restitution sans indemnité totale ou partielle de quotas non utilisés qui ont été indûment délivrés à l'exploitant en conséquence de la violation par ce dernier de l'obligation d'informer en temps voulu le Ministère de la cessation de son activité – En effet, les quotas délivrés après que l'exploitant a cessé les activités exercées dans l'installation concernée par ces quotas, sans en avoir informé le Ministère, ne peuvent être qualifiés de « *quotas* » d'émission au sens de l'article 3, a) de la directive partant, l'article 13 § 6 de la loi de 2004 ne viole pas l'article 16 de la Constitution - **Question préjudicielle posée à CJUE** [119/15, 19.06.2015](#) et [119/17, 16.06.2017](#)

B. Fond

1. Article 1^{er} : État démocratique

Article 1 – État démocratique - (TA) – Recours contentieux - Demande d'échange de renseignements étrangère - Accès à la Justice – Principe de l'État de droit et principe de la légalité - Article 6 (1) de la loi du 25 novembre 2014 prévoyant la procédure applicable à l'échange de renseignements sur demande en matière fiscale – Interdiction pour un contribuable non résident d'introduire un recours contentieux contre une demande d'échange de renseignements étrangère, respectivement contre une décision d'injonction corrélative émanant des autorités luxembourgeoises – Les règles de primauté du droit et de soumission de tout acte à la règle de droit posés par l'article 1^{er} de la Constitution caractérise le principe de l'État de droit - Dans quelle mesure le contribuable non-résident dispose effectivement d'un droit à un recours direct contre une injonction dans l'État requis au-delà du recours devant lui être ouvert dans son pays de résidence par rapport à l'imposition dont relève l'incident de l'injonction – **Question préjudicielle similaire posée à la CJUE – Article 47 Charte des droits fondamentaux et aux articles 6 et 13 CEDH – Surséance à statuer [146/19, 28.05.2019](#)**

2. Article 10bis : Égalité des luxembourgeois devant la loi

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TA) – Impôt – Déduction du revenu imposable – Article 111 (1), c) et (5) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu – Différence de traitement entre les souscripteurs qui sont en droit de bénéficier du montant annuel maximal déductible ne devant pas avoir dépassé l'âge de 40 ans accomplis au début de l'année d'imposition et les souscripteurs plus âgés de 40 ans au début de l'année d'imposition – Situation comparable – Finalité pour un contribuable de conclure un contrat d'épargne-logement est de se voir accorder un prêt destiné à la construction, l'acquisition ou la transformation d'un bien immobilier – Dédoulement du montant annuel maximal des cotisations versées au titre d'un contrat d'épargne-logement déductible du revenu imposable en faveur des seuls souscripteurs n'ayant pas dépassé l'âge de 40 ans accomplis au début de l'année d'imposition – Volonté du législateur de favoriser l'accès des jeunes adultes à leur premier logement utilisé pour les besoins personnels d'habitation – Volonté de traiter les souscripteurs n'ayant pas dépassé l'âge de 40 ans plus favorables comme ils disposent en règle générale de capacités financières plus réduites que les souscripteurs âgés de plus de 40 ans – **Conforme** [159/20, 13.11.2020](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi - Étrangers (article 111) – (TAL JAF) – Famille – Divorce – Suite à la dissolution du mariage attribution du logement familial – Les époux en tant locataires et non propriétaires – Article 253 Code civil – Différence de traitement concernant l'attribution du logement familial, l'article 253 du code civil soumet son application à la condition que l'un ou l'autre conjoint soit propriétaire(s) du logement et exclu d'office du bénéfice de cette disposition le parent dont le logement a été seulement pris en location – Situation non comparable – Le cas ayant donné lieu au renvoi devant la Cour constitutionnelle porte sur l'attribution de la jouissance du logement familial pris en location, donc d'un logement sur lequel aucun des conjoints ne dispose d'un droit de propriété - La situation de parents d'enfants communs âgés de moins de douze ans, qui sont locataires du logement familial dont l'attribution de la jouissance est demandée par un parent dans le cadre d'une procédure de divorce, en ce que cette attribution s'imposerait au bailleur, donc à un tiers non concerné par l'obligation d'entretien des enfants incombant aux parents, n'est pas comparable à la situation de parents qui sont propriétaires du logement familial visée par l'article 253 du Code civil – **Conforme** [158/20, 13.11.2020](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CSSS) – Social – Droit à l'allocation familiale pour l'année 2016/2017 - Article L. 271 alinéa 2 du Code de la sécurité sociale - Différence de traitement entre les élèves poursuivant dans un établissement d'enseignement, à titre principal, des études secondaires, secondaires techniques ou y assimilées, avec une présence par semaine sur place d'au moins 24 heures ayant droit à l'allocation familiale jusqu'à l'âge de 25 ans accomplis et ceux qui poursuivent les études en cours du soir, sans atteindre une présence dans un établissement d'enseignement de 24 heures par semaine – Situation comparable – Disparité objective eu égard au fait que l'obligation d'une présence minimale obligatoire de 24 heures par semaine dans un établissement d'enseignement rend difficile voire impossible l'exercice par l'enfant majeur d'une activité professionnelle lui permettant de subvenir

à ses besoins tandis que l'enfant majeur qui poursuit ses études sans atteindre une présence de 24 heures peut exercer une activité professionnelle lui permettant de subvenir à ses besoins – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but – **Conforme** [n°155/20, 10.07.2020](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TAL, 3^{ème}) – Égalité devant l'impôt (article 101) - Administration - Impôts sur le revenu – Conjoint/partenariat - Article 3 d) de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu – Différence quant à l'application de l'article qui s'applique exclusivement aux époux mais non aux partenaires - Situation non comparable — **Conforme** [n°154/20, 12.06.2020](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CASS) – Pénale – Révocation sursis probatoire – Voies de recours – Double degré de juridiction – Article 631-3 Code de procédure pénale – Différence de traitement des personnes dont le sursis probatoire a été révoqué par le Tribunal d'arrondissement qui peut faire l'objet d'un appel devant la Cour d'appel en application des articles 202 et 221 CPP, tandis que la décision de révocation du sursis probatoire prise par la Cour d'appel n'est pas susceptible de faire l'objet d'un appel mais uniquement d'un pourvoi en cassation – Disparité objective – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnelle à son but - Situation comparable - **Conforme** [145/20, 24.04.2020](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – Protection de la vie privée (article 11 (3)) - (TAD) – Famille - Succession - Action en réduction – Article 1527 alinéa 2 Code civil – Différence quant à la qualité à agir en action en réduction entre les enfants naturels nés avant le mariage et les enfants naturels nés après le mariage (enfant adultérin) – Situation comparable eu égard au statut de l'enfant naturel – Absence de disparité objective eu égard au fait que l'enfant naturel né avant ou après le mariage a les mêmes droits successoraux que l'enfant légitime – **Non conforme** [149/19, 05.07.2019](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TAL, 2^{ème}) - Adoption – Nom patronymique – Enfant du conjoint décédé – Article 359 alinéa 1 et 4 Code civil – Différence quant à la possibilité de garder son nom entre l'enfant du conjoint décédé de l'adoptant (exclusion) et l'enfant du conjoint vivant de l'adoptant (possibilité) – Situation comparable eu égard au statut de l'enfant du conjoint – Absence de disparité objective alors que la finalité de l'article est de maintenir le lien de filiation existant entre le conjoint de l'adoptant et l'adopté – **Non conforme** [147/19, 05.07.2019](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CHAP) – Aménagement de l'interdiction de conduire au moment d'une nouvelle condamnation – Déchéance du premier sursis - Recours devant la CHAP – Article 694 (5) Code de procédure pénale combiné avec l'article 13.1^{ter} de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques – Différence de traitement quant à la possibilité de saisir la CHAP entre un conducteur qui lors de la deuxième condamnation a bénéficié d'un aménagement à l'interdiction de conduire prévu à l'article 13.1^{ter} de la loi du 14 février 1955 qui peut demander d'assortir la première condamnation du même aménagement à la CHAP et un conducteur dont la nouvelle condamnation à une interdiction de conduire est aussi assortie du sursis intégral mais qui

ne peut pas demander une mesure de faveur à la CHAP – Situation comparable eu égard au fait que dans les deux cas, la seconde condamnation à l’interdiction de conduire entraîne la déchéance du sursis à l’exécution de la première condamnation à l’interdiction de conduire et que dans les deux cas, le juge du fond a assorti la seconde condamnation à l’interdiction de conduire d’une mesure de faveur, à savoir soit d’un aménagement, soit du sursis intégral, aux fins d’éviter une interdiction de conduire ferme – Silence de la loi à l’égard du conducteur récidiviste condamné à une seconde interdiction de conduire avec sursis intégral mais ne pouvant bénéficier d’un recours devant la CHAP - Le juge a le pouvoir et le devoir de combler la lacune législative afin de mettre fin à l’inconstitutionnalité en se limitant à compléter la disposition légale viciée pour qu’elle ne soit plus contraire à la disposition constitutionnelle – Absence de disparité objective - Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée – **Non conforme** [144/19, 15.02.2019](#)

Article 10bis (1) - Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CA, 8^{ème}) – Travail - Licenciement - Femme enceinte - Article L. 331-1 combiné avec l’article L. 337-1 Code du travail – Différence de protection contre le licenciement entre une femme enceinte sous contrat d’initiation à l’emploi et une femme enceinte sous contrat de travail ou contrat d’apprentissage – Situation comparable car la rupture du contrat a lieu pendant la grossesse – Absence de disparité objective – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à l’objectif de protection, de sécurité et de santé au travail des femmes enceintes – **Non conforme** [142/18, 14.12.2018](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CA, 8^{ème}) – Travail - Chômage (demande provision) - Démission - Article L. 521-4 (2) Code du travail - Différence entre une démission motivée par un acte d’harcèlement sexuel et une démission pour faute grave de l’employeur concernant l’octroi par provision du chômage complet – Situation comparable car la rupture est imputable à l’employeur - Absence de disparité objective - **Non conforme** [140/18, 07.12.2018](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CA, 8^{ème}) – Travail – Chômage (remboursement indemnités) - Démission - Article L. 521-4 (5) Code du travail - Différence entre une démission justifiée et motivée par un acte d’harcèlement sexuel et une démission justifiée pour faute grave de l’employeur concernant le remboursement des indemnités de chômage – Situation comparable car rupture imputable à l’employeur - Absence de disparité objective - **Non conforme** [140/18, 07.12.2018](#)

Article 10bis (1) - Égalité des luxembourgeois devant la loi – Égalité devant l’impôt (article 101) - (TAL, 1^{ère}) - Administration - Remise gracieuse – TVA/Impôts - Article 97 (4) de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l’ordre administratif (supprimant tout pouvoir de l’AED d’accorder une remise gracieuse en matière de TVA) combiné avec l’article 97 (3) point 3 de la même loi (confirmant et encadrant le pouvoir de l’ACD d’accorder une remise gracieuse en matière d’impôts directs) – Différence entre les redevables débiteurs d’impôts directs et ceux d’impôts indirects – Situation non comparable - **Conforme** [136/18, 18.05.2018](#)

Article 10bis (1) - Égalité des luxembourgeois devant la loi – Égalité devant l'impôt (article 101) - (TAL, 1^{ère}) - Administration - Remise gracieuse – TVA/Impôts - Article 97 (4) de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif (supprimant tout pouvoir de l'AED d'accorder une remise gracieuse en matière de TVA) combiné avec l'article 97 (3) point 3 de la même loi (confirmant et encadrant le pouvoir de l'ACD d'accorder une remise gracieuse en matière d'impôts directs) – Différence pour un même contribuable s'il est débiteur d'impôts directs et indirects en ce que seul les débiteurs d'impôts directs peuvent solliciter une remise gracieuse à l'exclusion des assujettis à la TVA - Situation non comparable - **Conforme** [136/18, 18.05.2018](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CSSS) – Social - Reclassement – Certificat d'aptitude au travail - Article L. 551-1 (1) alinéa 2 Code du travail - Différence de régime entre le candidat au reclassement occupant son dernier poste de travail depuis moins de trois ans et le candidat au reclassement occupant son dernier poste de travail depuis trois ans au moins quant à l'obligation de présenter un certificat d'aptitude au travail – Situation comparable – Disparité objective tenant à la durée – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée au but d'éviter le risque de collusion - **Conforme** [130/17, 24.11.2017](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CSSS) – Social - Pension de survie – Conjoint/Partenaire - Article 196 alinéa 2 point c) Code de la sécurité sociale – Différence pour le partenaire dont le bénéficiaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité est son aîné de plus de 15 années et le cas où le partenaire est son aîné de moins de 15 années pour l'octroi de la pension de survie – Situation comparable car il s'agit du bénéficiaire d'une pension de vieillesse ou d'invalidité – Disparité objective tenant à la différence d'âge – Différenciation de traitement rationnellement justifiée pour éviter que l'exclusion des conjoints ou partenaires survivants du bénéfice de la pension soit vidée de toute substance – Seuil de 15 années n'est pas déraisonnable ou inadéquat - **Conforme** [129/17, 07.07.2017](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TA) - Commercial - Heure d'ouverture – Boulanger pâtissier/station-service - Article 2 h) et 3 de la loi modifiée du 19 juin 1995 réglant la fermeture des magasins de détail dans le commerce et l'artisanat – Différence entre le régime des heures de fermeture à respecter entre un boulanger-pâtissier et les stations-services vendant également des articles de boulangerie-pâtisserie – Situation comparable eu égard à l'activité - Absence de disparité objective - **Non conforme** [128/17, 17.03.2017](#)

Article 10bis (1) - Égalité des luxembourgeois devant la loi – Égalité devant l'impôt (article 101) - (TAL, 8^{ème}) - Famille - Succession – Conjoint/partenaire - Article 28, numéros 2 et 3, de la loi modifiée du 9 juillet 2004 relative aux effets légaux de certains partenariats – Différence pour bénéficier du taux de base de 5% entre le conjoint survivant et le partenaire survivant, ce dernier devant justifier de 3 années de partenariat au moins – Situation non comparable alors que l'objectif n'est pas d'assimiler le mariage au partenariat - **Conforme** [126/16, 09.12.2016](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – Étrangers (article 111) - (CSSS) – Social - Invalidité – Indemnité pécuniaire - Article 190 alinéa 3 Code de la sécurité sociale – Différence entre un assuré ayant bénéficié d'une indemnité pécuniaire d'un régime d'assurance

maladie luxembourgeois et ceux ayant bénéficié d'une indemnité pécuniaire d'un régime d'assurance maladie non luxembourgeois, le mécanisme de la compensation n'étant pas applicable à ces derniers – Situation comparable eu égard au bénéfice d'une indemnité pécuniaire – Disparité objective tenant au lieu de résidence – Le fait qu'une personne invalide soit privée du revenu correspondant au montant de la pension d'invalidité qui dépasse l'indemnité pécuniaire du seul fait que celle-ci soit fournie par une institution étrangère n'est pas rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée au but d'éviter les cumul de prestations - **Non conforme** [125/16, 01.07.2016](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CA, 8^{ème}) – Travail – Licenciement/Démission avec effet immédiat – Indemnité de préavis et de départ - Article L. 124-6 et article L. 124-7 Code du travail - Différence entre le salarié licencié avec effet immédiat dont le licenciement est déclaré abusif et le salarié ayant démissionné avec effet immédiat dont la résiliation est déclarée justifiée, ce dernier ne bénéficiant pas d'une indemnité de préavis et d'une indemnité de départ – Situation comparable en ce que la rupture est née de la faute de l'employeur – Indemnité de préavis et de départ sont des indemnités forfaitaires – Absence de disparité objective - **Non conforme** [123/16, 08.07.2016](#), [124/16, 08.07.2016](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TAL) – Pénal – Aménagement à l'interdiction de conduire – Actif/Inactif - Article 13(1)*ter* de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques – Différence entre une personne active sur le marché du travail et celle inactive - Cette dernière catégorie ne pouvant bénéficier d'aménagement à l'interdiction de conduire – Situation non comparable alors que l'article n'opère aucune distinction pour l'octroi de la peine accessoire de l'interdiction de conduire et que la différence existe seulement entre ceux qui bénéficient ou non de l'aménagement de la peine - **Conforme** [122/16, 27.05.2016](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TA) – Administratif – Fonction publique – Sanction disciplinaire dans la force publique - Article 30 de la loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique - Différence quant au délai pour introduire un recours contentieux entre des fonctionnaires de la force publique dont la peine disciplinaire est plus sévère (délai de 1 mois pour introduire un recours) et des fonctionnaires de la force publique sanctionnés d'une peine mineure (délai de 3 mois pour introduire un recours) – Situation comparable – Disparité objective tenant à la célérité avec laquelle le dossier doit être traité et évacué – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but - **Conforme** [120/15, 10.07.2015](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TA) – Administratif – Fonction publique – Sanction disciplinaire dans la force publique - Article 30 de la loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique - Différence quant au délai pour introduire un recours contentieux entre des fonctionnaires de la force publique dont la peine disciplinaire est plus sévère (délai de 1 mois pour introduire un recours) et des fonctionnaires soumis au statut général sanctionnés d'une peine plus sévère (délai de 3 mois pour introduire un recours) – Situation comparable – Disparité objective résultant de la spécificité de la mission (garantir la sécurité publique dans des conditions dictées par l'urgence et mission de tâches

administratives) – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but - **Conforme** [120/15, 10.07.2015](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TA) – Administratif – Fonction publique (force publique) – Sanction disciplinaire - Article 29 alinéa 3 de la loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique – Différence quant au délai pour agir contre une décision de sanction disciplinaire entre les fonctionnaires de la force publique sanctionnés d’une peine mineure (délai de 3 jours pour introduire un recours) et les fonctionnaires dépendant du statut général (délai de 1 mois pour introduire un recours) – Situation comparable – Disparité objective tenant à la spécificité de la mission (garantir la sécurité publique dans des conditions dictées par l’urgence et mission de tâches administratives) – Différenciation de **traitement** rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à son but - **Conforme** [118/15, 24.04.2015](#)

Article 10bis (2) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CAA) – Administratif – Fonction publique (force publique) – Harcèlement - Article 10 § 2 dernier alinéa de la loi modifiée du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l’État et article 12 § 3 de la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux – Différence quant à la possibilité de saisir la Commission spéciale en matière d’harcèlement entre fonctionnaires de l’État et fonctionnaires communaux, ces derniers ne pouvant pas saisir la Commission et n’ayant pas de Commission spéciale en matière d’harcèlement – Situation comparable tenant à la procédure du droit de réclamation contre un acte des supérieurs – Absence de disparité objective – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée au but d’efficacité en matière d’interdiction et de sanction du fait d’harcèlement - **Non conforme** [116/14, 12.12.2014](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CA, 2^{ème}) – Famille - Filiation - Action en contestation – Article 322 alinéa 2 et 339 alinéa 3 Code civil – Différence entre prétendu parent véritable d’une filiation légitime et prétendu parent véritable d’une filiation naturelle en cas de possession conforme à l’acte de naissance – Situation comparable tenant à la qualité de prétendu parent véritable - Disparité objective dans la mesure où une contestation est possible pour la filiation légitime s’il résulte d’un acte de naissance corroboré par la possession d’état et pour une filiation naturelle si la possession d’état est continue mais pas conforme car pas continue ou inférieure à 10 ans – Le fait qu’on ne permette jamais au parent d’un enfant légitime de contester sa paternité sur base d’un acte de naissance si la possession d’état est conforme même si elle n’est pas continue ou inférieure à 10 ans n’est pas rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à l’objectif de recherche de la vérité biologique - **Non conforme** [113/14, 28.11.2014](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CSSS) – Social – Reclassement – Chômeurs involontaires/Incapables - Article L. 551-1 (1) et L. 551-5 (2) Code du travail – Différence quant au bénéfice d’une mesure de reclassement entre des salariés incapables d’exercer leur dernier poste de travail et des chômeurs involontaires (ex : licenciement avec préavis) incapables d’exercer leur dernier poste de travail, ces derniers ne pouvant bénéficier d’une mesure de reclassement – Situation non comparable car le chômeur involontaire n’est plus dans un lien de travail pour apprécier l’incapacité - **Conforme** [112/14, 11.07.2014](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CA, 7^{ème}) – Famille - Succession - Enfant légitime / naturel - Article 756 et 757 Code civil dans leurs versions antérieures à la loi du 26 avril 1979 réglant les droits successoraux du conjoint survivant et des enfants naturels – Différence entre les enfants naturels et les enfants légitimes issues de la même mère biologique quant aux droits de succession – Situation comparable eu égard au lien biologique avec la mère – Absence de disparité objective, la différence de traitement ne peut se faire au détriment des droits de la personne - **Non conforme** [110/14, 11.07.2014](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CAA) – Administratif - Fonction publique – Avancement - Article 17 de la loi modifiée du 27 mars 1986 fixant les conditions et les modalités selon lesquelles un fonctionnaire de l'État peut se faire changer d'administration - Différence entre fonctionnaires ayant changé d'administration et nommés hors cadre et les fonctionnaires n'ayant pas changé d'administration et nommés hors cadre, ces derniers ne conservant pas le rang auquel ils ont été classés – Situation comparable en ce que les fonctionnaires sont classés hors cadre – Disparité objective visant à éviter que les droits des fonctionnaires hors cadres suite à un changement d'administration ne soient lésés par leur départ – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée - **Non conforme** [109/14, 10.01.2014](#)

Article 10bis (1) - Égalité des luxembourgeois devant la loi – Égalité devant l'impôt (article 101) - (TAL, 17^{ème}) – Taxe - Véhicules automoteurs – Immatriculation - Article 36 et 37 de la loi du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement – Différence quant au système de taxation pour les voitures selon que l'immatriculation est antérieure ou postérieure à la date pivot du 1^{er} janvier 2001, dans ce dernier cas d'espèce, l'imposition est plus lourde – Situation comparable tenant à la même concentration du moteur en CO₂ – Disparité objective tenant à la date d'immatriculation – Différenciation de traitement justifiée par des considérations juridiques (adhésion au Protocole de Kyoto) et écologiques (lutte contre le réchauffement climatique) – Recensement qu'à partir de la date pivot – Proportionnée à l'objectif de concilier les taxations et la protection de l'environnement en application du principe du pollueur-payeur - **Conforme** [106/13, 20.12.2013](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TAL) – Famille - Adoption – Mineur - Article 356 Code Civil – Différence quant à la possibilité d'une adoption d'un mineur de plus de 15 ans (avec son consentement, l'adoption est possible) et un mineur de plus de 15 ans sous tutelle souffrant d'un handicap mental grave (où l'adoption n'est pas possible) – Situation comparable eu égard au fait qu'il s'agit de mineurs de plus de 15 ans – Disparité objective tenant à l'absence de capacité à consentir à l'adoption – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée et proportionnée car une adoption reste impossible même si cela est dans l'intérêt de la personne handicapée - **Non conforme** [105/13, 13.12.2013](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi - (TAL) – Administratif - Fonction publique (greffiers) - Point indiciaire - Article 181 alinéa 5 de la loi modifiée du 7 mars 1980 sur l'organisation judiciaire – Différence entre les greffiers fonctionnaires et les greffiers employés d'État, ces derniers ne se voyant pas appliquer un nombre de point indiciaire – Situation non

comparable eu égard à la différence tenant à la finalité de l'engagement des greffiers (examen concours / combler besoin d'effectif) - **Conforme** [103/13, 15.11.2013](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi - (CAA) - Administratif – Fonction publique (force publique) – Sanction disciplinaire - Article 31 et 33 de la loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la force publique – Différence entre les membres de la Police et les fonctionnaires de l'État quant à la personne chargée de l'instruction (supérieur hiérarchique /commissaire du gouvernement indépendant) et quant à la prise en compte de l'avis du Conseil de discipline (avis consultatif / avis décisionnel) – Situation comparable eu égard à l'obligation de se conformer aux règles régissant la discipline – Disparité objective tenant à la spécificité de la mission (garantir la sécurité publique dans des conditions dictées par l'urgence et mission de tâches administratives) – Différenciation de traitement justifiée, adéquate et proportionnée en ce que les garanties procédurales substantielles sont prévues pour la force publique - **Conforme** [102/13, 15.11.2013](#)

Article 10bis (1) - Égalité des luxembourgeois devant la loi – Étrangers (article 111) - (CSSS) – Travail - Chômage – Indemnité pécuniaire de maternité - Article 29 point 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. Création d'un Fonds pour l'Emploi, 2. Réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet, combiné à l'article 25 (1) Code de la sécurité sociale – Différence entre une femme en activité ou une femme non enceinte au chômage remplissant les conditions de stage et une femme enceinte au chômage qui ne remplit pas les conditions de stage – Situation non comparable en raison des différences d'affiliation - **Conforme** [100/13, 12.07.2013](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CA, 8^{ème}) – Travail - CDD – Chercheur - Article L. 122-1 (3) Code du travail – Différence quant à la possibilité de conclure des CDD avec le personnel enseignant-chercheur de l'Université de Luxembourg pour une tâche non précise et durable alors que cela n'est pas possible pour les autres salariés tombant sous le régime de droit commun – Situation comparable en ce que tous sont soumis à un lien de subordination avec l'employeur – Disparité objective tenant au fait qu'une recherche est déterminée et limitée dans le temps – Différenciation de traitement rationnellement justifiée – Proportionnée alors que la limite est de 60 mois - **Conforme** [97/13, 12.04.2013](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi - (CA, 7^{ème}) – Procédure - Appel Expropriation – Article 27 alinéa 4 de la loi modifiée du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds de routes - Suppression du degré d'appel dans la procédure tendant à constater le respect des formalités légales en vue de l'expropriation pour cause d'utilité publique – Différence entre les justiciables exclus de la voie de recours de l'appel contre une décision faisant droit à la requête de l'expropriation et les justiciables soumis au droit commun de l'article 578 NCPC – Situation comparable eu égard à la qualité de justiciable – Disparité objective en raison de l'urgence – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée - **Conforme** [96/13, 19.03.2013](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi - (TA) – Administratif – Aides financières de l'État – Etudes supérieures - Article 1 point 1 b) de la loi du 26 juillet 2010 portant modification de la loi modifiée du 22 juin 2000 concernant l'aide financière de l'État pour

études supérieures – Différence quant à l'éligibilité des aides financières de l'État entre les étudiants résidents poursuivant des études supérieures et les étudiants résidents poursuivant des études postsecondaires mais non reconnues comme supérieures, ces derniers n'ayant pas droit aux aides financières – Cas trop général – Différence ramenée alors entre des étudiants effectuant des études supérieures et des étudiants effectuant des études secondaires – Situation non comparable - **Conforme** [75/13, 01.02.2013](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi - (CAA) – Avocats - Prescription quinquennale des indemnités d'assistance judiciaire - Article 61 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État – Différence de traitement préférentiel de l'Etat par l'institution à son profil d'un délai de prescription plus court (5 ans) d'une créance entre l'avocat et l'Etat et le délai de droit commun (30 ans) entre un avocat et son client – Situation comparable, l'État est un débiteur comme un autre – Disparité objective tenant aux contraintes administratives et budgétaires – Différenciation de traitement rationnellement justifiée et adéquate – La différenciation n'est pas disproportionnée au point de défavoriser nettement le créancier de droit commun - **Conforme** [74/13, 11.01.2013](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi - (CAA) – Administratif - Fonction publique - Licenciement - Article 7 § 3 de la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État - Différence quant à la différence de régime en cas de licenciement pour absence prolongée entre l'employé de l'état et le salarié de droit privé – Situation comparable tenant à la conclusion d'un contrat de travail – Objectif est la nécessité du fonctionnement du service public – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée - **Conforme** [73/12, 07.12.2012](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi - (CAA) – Administratif - Fonction publique - Licenciement - Article 7 § 3 de la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État - Différence quant à la différence de régime en cas de licenciement pour absence prolongée entre l'employé de l'état et le fonctionnaire – Situation non comparable eu égard à la différence tenant à la finalité de l'engagement (examen concours / combler le besoin d'effectif) - **Conforme** [73/12, 07.12.2012](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CA, 1^{ère}) – Famille – Filiation - Action en recherche de paternité naturelle / Action en réclamation d'enfant légitime – Délai – Imprescriptibilité de l'action de l'enfant - Article 340-4 et 329 Code civil – Différence quant au délai d'introduction des actions entre une action en recherche de paternité naturelle (2 ans suivant naissance ou suivant majorité) et une action en réclamation d'enfant légitime (imprescriptible) – Situation comparable tenant à la volonté de faire constater leur véritable état – Disparité objective tenant au délai endéans lequel l'action peut être intentée – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à l'objectif d'assurer la filiation véritable et d'instaurer une égalité entre enfants - **Non conforme** [72/12, 29.06.2012](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TA, 3^{ème}) – Administratif - Fonction publique - Élection - Article 43ter alinéa 5 de la loi du 4 avril 1924 portant création des chambres professionnelles à base électorale – Différence quant à la limitation à deux mandats par

administration entre candidat ayant obtenu plus de voix mais non élu en l'absence de siège disponible et candidat ayant obtenu moins de voix que le premier mais élu car appartenant à une autre administration – Situation comparable entre candidats à l'élection aux chambres professionnelles quelle que soit l'administration où ils appartiennent – Disparité objective tenant à la différence de régime – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée au souci d'assurer une représentation équitable aux sein des chambres professionnelles – **Conforme** [70/12, 09.03.2012](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TA, 3^{ème}) – Administratif - Fonction publique - Élection - Article 43ter alinéa 2 de la loi du 4 avril 1924 portant création des chambres professionnelles à base élective – Différence quant au nombre de mandats ouverts dans chaque catégorie, entre différentes catégories, certaines étant sous représentées - Possibilité laissée au RGD de modifier la distribution entre les différentes catégories selon l'évolution et l'importance des catégories de fonctionnaires - **Conforme** [70/12, 09.03.2012](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TA, 3^{ème}) – Administratif - Fonction publique – Avancement - Article 51 c) de la loi du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental – Second avancement que pour des agents reclassés de moins de 10 ans d'ancienneté – Différence quant à l'octroi d'un second avancement entre instituteurs reclassés justifiant au moment de l'entrée en vigueur de la loi d'une ancienneté de moins de 10 ans et les instituteurs reclassés justifiant au moment de l'entrée en vigueur de la loi d'une ancienneté de plus de 10 ans, ces derniers ne bénéficiant pas du second avancement – Situation comparable eu égard au bénéfice de la mesure de reclassement – Disparité objective tenant au caractère transitoire de la mesure – Différenciation de traitement justifiée, adéquate et proportionnée - **Conforme** [69/12, 27.01.2012](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CASS) – Procédure - Pourvoi en cassation de la partie civile – Action en indemnisation - Article 412 Code d'instruction criminelle – Différence quant à la recevabilité du recours en cassation pour condamnation civile au pénal entre le prévenu et la victime, cette dernière ne pouvant pas se pourvoir en cassation – Situation comparable en ce que les parties font valoir les mêmes droits et sont liés par un même lien d'instance – Disparité objective tenant au caractère accessoire de l'action civile à l'action pénale – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée - **Non Conforme** [67/11, 20.05.2011](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CASS) – Procédure – Pourvoi en cassation de la partie civile – Action en indemnisation - Article 412 Code d'instruction criminelle – Différence quant à l'accès de la partie civile au contrôle supérieur de la légalité en fonction de la nature de la juridiction, pénale ou civile, devant laquelle son action en indemnisation est portée – Situation comparable – Absence de disparité objective alors que l'inégalité n'existe que si deux ou plusieurs catégories de personnes sont, par rapport à une situation donnée, chacune soumises à un régime juridique différent - Absence d'inégalité puisque la victime disposait du libre choix de porter son action en réparation du préjudice soit devant le juge pénal, de manière accessoire à l'action publique, soit à titre principal devant le juge civil – **Conforme** [67/11, 20.5.2011](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CSSS) – Social – Pension de survie au conjoint survivant divorcé - Article XVIII, point 17 de la loi du 27 juillet 1987 concernant l'assurance pension en cas de vieillesse, d'invalidité ou de survie (article 196 Code de la sécurité sociale) - Divorce avant 1978 – Absence de remariage avant le décès – Situation comparable tenant au divorce prononcé – Disparité objective tenant à la date à laquelle le divorce a été prononcé – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à l'objectif de faire disparaître la prise en considération de la faute retenue dans le cadre des régimes contributifs de pension – **Non conforme** [66/11, 03.06.2011](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CAA) – Administratif - Tâches - Chargé d'éducation - Article 51 de la loi du 20 décembre 1996 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État – Différence quant aux tâches exercées entre chargé d'éducation et chargé de cours – Différence résulte du règlement grand-ducal et non de la loi – Absence d'inégalité résultant de la loi - **Conforme** [65/11, 03.06.2011](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CAA) – Travail - Chômage longue durée - Aide à l'embauche – Remboursement cotisations sociales au profit de l'employeur du secteur privé qui l'embauche - Article L. 541-1 alinéa 1 Code du travail – Différence quant à l'octroi de l'aide entre l'embauche de chômeurs de longue durée inscrit à l'ADEM et les chômeurs à longue durée inscrit dans un organisme similaire à l'étranger ces derniers ne bénéficiant pas de l'aide à l'embauche – Situation comparable eu égard à l'existence d'un employeur établi au Luxembourg – Disparité objective en fonction du lieu de l'inscription au chômage – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée eu égard à l'objectif de lever les réticences financières et améliorer les chances de réintégration sur le marché national - **Conforme** [64/11, 04.05.2011](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CA, 2^{ème}) – Civil - Responsabilité civile – CSSF - Article 20 (2) de la loi du 23 décembre 1998 portant création d'une Commission de surveillance du secteur financier – Différence tenant au caractère grave de la faute pour engager la responsabilité entre CSSF et État, ce dernier pouvant voir engager sa responsabilité pour faute simple – Situation comparable en ce que responsabilité délictuelle peut être engagée – Disparité objective fondée sur la caractère spécifique de la mission de la CSSF – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée eu égard à l'objectif d'éviter que la responsabilité de la CSSF absorbe la responsabilité des professionnels surveillés - **Conforme** [63/11, 01.04.2011](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TT) – Travail – Qualité de salarié - Sportif – Article L. 121-1 (2) Code du travail – Différence entre 2 personnes exerçant une activité de sportif en exécution d'un contrat conclu avec un club affilié selon que l'activité est ou non exercée à titre principale et régulière et en échange d'une rémunération inférieure ou non à un certain montant – Situation comparable eu égard à l'activité de sportif au sein d'un club – Disparité objective tenant au fait de vivre de son activité ou non – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à l'objectif de protection du salarié - **Conforme** [62/11, 25.03.2011](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TAL, 1^{ère}) – Famille - Filiation – Délai pour l’action en reconnaissance de paternité - Article 322-1 et article 339 Code civil – Différence quant au délai pour agir entre parent d’un enfant naturel (imprescriptible si possession d’état inférieur à 10 ans) et parent d’un enfant légitime (2 ans) – Situation comparable eu égard à la filiation apparente que le parent cherche à combattre - Disparité objective tenant au délai d’introduction de l’action – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à l’objectif de voir reconnaître une vérité biologique - **Non conforme** [61/11, 25.03.2011](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CA, 10^{ème}) – Pénal – Confiscation – Propriétaire/usager - Article 12 (2) alinéa 3 combiné avec l’article 14 alinéa 3 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation sur toutes les voies publiques et l’article 31 alinéa 3 Code pénal – Différence entre propriétaire et usager alors que seuls les propriétaires de véhicules peuvent se voir confisquer leur véhicule – Situation comparable tenant à la confiscation du véhicule - Absence de disparité objective alors que la loi n’opère pas de différence mais la différence résulte du principe même de l’interdiction de confisquer un bien à une personne qui n’en a pas la propriété - **Conforme** [59/11, 07.01.2011, 60/11, 07.01.2011](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CA, 10^{ème}) – Pénal – Confiscation – Véhicule/Amende - Article 12 (2) alinéa 3 combiné avec l’article 14 alinéa 3 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation sur toutes les voies publiques et l’article 31 alinéa 3 Code pénal – Différence entre propriétaire dont le véhicule est confisqué et le propriétaire dont le véhicule ne peut être confisqué alors que le montant de l’amende accessoire ne prend pas en compte la valeur du véhicule – Situation comparable tenant à la confiscation du véhicule - Disparité objective tenant à la logique de la confiscation - Valeur du bien indifférente parce que la sanction vise la confiscation de l’objet de l’infraction et non du choix personnel du conducteur – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée - **Conforme** [59/11, 07.01.2011, 60/11, 07.01.2011](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TA) – Administratif - Fonction publique – Sanction disciplinaire - Article 48.2 (d) de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l’État - Différence quant à l’effet exécutoire des décisions entre fonctionnaire condamné disciplinairement (immédiateté de l’exécution) et fonctionnaire condamné pénalement (sursis de plein droit) – Situation comparable eu égard à la suspension des fonctions – Disparité objective tenant au régime – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée eu égard à l’immédiateté de la procédure administrative - **Conforme** [58/10, 12.11.2010](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CAA) – Administratif - Fonction publique – Changement d’affectation - Article 25, point 39 de la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi du 23 juillet 1952 concernant l’organisation militaire – Différence quant à la privation de l’officier du bénéfice des règles de la procédure administrative non contentieuse suite au changement d’affectation entre l’officier de l’armée (colonel) et un autre officier de l’armée

(chef d'état-major) alors que la décision de réaffectation découle pour le premier de l'article 25, point 39° de la loi du 21 décembre 2007 et pour le deuxième d'une décision administrative individuelle prise par le Grand-Duc – Situation comparable eu égard à la garantie procédurale encadrant le changement d'affectation d'un officier de l'armée (colonel) d'une part et celle des autres officiers d'autre part – Disparité objective fondée sur la limite des garanties procédurales – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à l'objectif de préserver le grade et le traitement du fonctionnaire qui ne justifie que l'alinéa 1^{er} de la disposition incriminée mais ne donne aucune explication du but de l'alinéa 2 - **Non conforme** [57/10, 01.10.2010](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CA, 10^{ème}) – Pénal - Peine – Homicide involontaire – Accident chemin de fer - Article 442 Code pénal combiné aux articles 418 et 419 Code pénal – Différence quant à des peines plus lourdes pour certaines personnes pour des faits identiques (homicide involontaire) et des peines plus lourdes seulement applicables à certaines catégories de personnes travaillant dans le transport en commun lorsqu'elles causent, par défaut de prévoyance ou de précaution, un accident impliquant le moyen du transport en commun – Situation comparable eu égard à l'infraction d'homicide involontaire – Disparité objective tenant à la survenance d'un accident de chemin de fer – Différenciation de traitement rationnellement justifiée et adéquate compte tenu de la nuisance causée à l'intérêt général et de l'envie du législateur à prévenir les accidents qui mettant en péril la vie d'un grand nombre de personnes en incitant à un surcroît d'attention et de précaution dans tout comportement susceptible de causer un accident de chemin de fer – Proportionnée avec le but poursuivi par le législateur, alors même que les accidents de chemin de fer à grand nombre sont peu nombreux - **Conforme** [54/10, 19.03.2010](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CA, 10^{ème}) – Pénal - Peine – Homicide involontaire – Accident chemin de fer - Article 442 Code pénal combiné aux articles 418 et 419 Code pénal – Différence quant à la punition pour imprudences conduisant à mettre en danger la sécurité des personnes se trouvant dans un convoi de chemin de fer plus sévèrement qu'en matière d'accidents de droit commun - Le principe d'égalité n'implique pas que des situations comparables suivant d'autres critères que ceux envisagés par le législateur pour créer une exception au droit commun doivent être traitées de la même manière – L'application d'un autre critère de comparaison que celui d'accident en matière de transports en commun, tel que le critère de la mise en danger d'un grand nombre de personnes, conduirait à la comparaison d'un grand nombre de comportements négligents – Pas de violation de la règle de l'égalité alors même que les auteurs d'accidents en matière de transports en commun par d'autres moyens ne sont pas punis par des peines exorbitantes du droit commun – **Conforme** [54/10, 19.03.2010](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TAL, 4^{ème}) – Famille - Adoption – Majeur - Article 367-1 Code civil – Différence quant à la possibilité d'adopter un majeur par la voie de l'adoption simple mais impossibilité de l'adopter par la voie de l'adoption plénière – Situation pas comparable car répond à des finalités différentes (substitution irrévocable de la filiation) - **Conforme** [53/10, 05.03.2010](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – Égalité devant l'impôt (article 101) - (TA) – Imposition/Exonération - Régime complémentaire de pension – Assurance

obligatoire des risques d'invalidité et décès - Article 3 (2) de la loi du 8 juin 1999 relative aux régimes complémentaires de pension – Différence quant à l'imposition sur le revenu entre personnes en bonne santé pouvant être assurées (exonérées d'impôts) et personnes en mauvaise santé ne pouvant pas être assurées contre les risques d'invalidité (imposition du revenu) – Question ne se pose pas en terme d'égalité devant la loi mais en terme de respect d'une condition expressément prévue par la loi – Situation pas comparable alors que le traitement fiscalement différent est une conséquence du non-respect de la loi et non de la condition elle-même - **Conforme** [52/10, 12.02.2010](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TAL, 8^{ème}) – Civil - Cession de parts – Couple marié/non marié - Article 1595 Code civil – Différence quant à la possibilité de vendre des biens entre personnes mariées (interdiction) et personnes en couple non-mariées (possibilité) – Situation comparable eu égard aux droits et obligations de vendre – Disparité objective tenant au mariage – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée au but recherché - Immutabilité des régimes matrimoniaux abolis donc la différence n'a plus lieu d'être – **Non conforme** [51/10, 08.01.2010](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TAL, 1^{ère}) – Famille - Filiation - Action en désaveu - Article 316 et 339 Code civil – Différence quant au délai pour agir en désaveu entre un père juridique légitime (6 mois dès la naissance) et un père juridique naturel (jusqu'aux 6 ans de l'enfant si possession d'état inférieure à 3 ans) – Situation comparable tenant à la volonté de faire correspondre la filiation juridique avec la réalité – Disparité objective tenant au délai d'introduction de l'action – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à l'objectif de voir reconnaître une vérité biologique - **Non conforme** [50/09, 15.05.2009](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TA) – Administratif - Fonction publique – Sanction disciplinaire - Article 66 (2) et (3) de la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux – Différence quant au droit au recours en réformation en cas de décision défavorable entre un fonctionnaire communal (recours possible) et le Président de la commission administrative des Hospices civils (recours pas possible) – Situation comparable eu égard à la qualité de partie au procès – Disparité objective tenant au droit de recours – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée eu égard à la privation d'efficacité du recours - **Non conforme** [49/09, 22.05.2009](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TA) – Administratif - Fonction publique – Sanction disciplinaire - Article 66 (2) et (3) de la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux et l'article 59 alinéa 2 de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires d'État – Différence quant au droit au recours en réformation en cas de décision défavorable entre le Président de la commission administrative des Hospices civils (recours pas possible) et le Délégué du gouvernement (recours possible) – Situation comparable eu égard au fait qu'ils défendent leurs intérêts respectifs dans les affaires disciplinaires – Disparité objective tenant au droit de recours – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée eu égard à la privation d'efficacité du recours - **Non conforme** [49/09, 22.05.2009](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – *Égalité hommes/femmes (article 11 (2)) + Étrangers (article 111)* - (CSSS) – Travail – Chômage (prolongation) – Femme enceinte - Article L. 521-11 (4) du Code du travail – Différence quant à la possibilité de prolongation de la période de chômage complet entre des femmes enceintes et autres personnes difficiles à placer pour lesquelles la prolongation est possible – Situation comparable – Absence de disparité objective, la notion de « *considération inhérente à la personne* » ne crée pas d'inégalité – **Conforme** [48/09, 06.03.2009](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CA, 1^{ère}) – Famille - Autorité parentale – Couple divorcé/non-marié - Article 302 alinéa 1 et article 308 alinéa 1 Code civil – Différence quant à l'attribution exclusive de l'autorité parentale entre le père et la mère divorcés, séparé de corps (autorité parentale conjointe pas possible) et père et mère non-mariés d'un enfant naturel (autorité parentale conjointe possible) – Situation comparable eu égard au lien de parenté qu'ils entretiennent avec leur enfants (le divorce met fin à l'union mais pas à la parentalité) – Absence de disparité objective (aucun motif invoqué pour différence) – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à l'objectif de la protection et de l'intérêt de l'enfant d'autant plus que l'égalité entre les parents à l'égard de leurs enfants est consacrée par les Conventions internationales - **Non conforme** [47/08, 12.12.2008](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CA, 1^{ère}) – Famille - Autorité parentale – Enfant né dans le mariage/hors mariage - Article 302 alinéa 1 et article 308 alinéa 1 Code civil – Différence quant à l'attribution exclusive de l'autorité parentale en cas de divorce à l'un des parents à l'exclusion de l'autre conservant qu'un droit de visite et d'hébergement - Différence entre un enfant né dans le mariage et un enfant né hors mariage – Situation comparable eu égard au lien de parenté qu'ils entretiennent avec leurs enfants – Disparité objective tenant au statut – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à l'objectif de la protection et de l'intérêt de l'enfant d'autant plus que l'égalité entre les parents à l'égard de leurs enfants est consacrée par les Conventions internationales – **Non conforme** [47/08, 12.12.2008](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – *Protection de l'environnement naturel (article 11bis)* - (CAA) – Administratif – Zone verte - Autorisation de construire - Article 5 et 10 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles – Différence quant à l'obtention de l'autorisation de construire entre propriétaire de terrain situés dans une zone verte et ceux situés dans une zone non soumise aux restrictions de la zone verte – Situation comparable eu égard à l'exercice du droit de propriété – Disparité objective tenant au classement de certains terrains en zone verte – Différenciation de traitement rationnellement justifiée et proportionnée eu égard au fait que la construction en zone verte renvoie à des activités ne pouvant s'exercer par essence qu'en milieu naturel et à la volonté de préserver l'environnement naturel - **Conforme** [46/08, 26.09.2008](#)

Article 10bis (1) - Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TAL) – Travail - Salaire agricole différé – Délai - Article 10 de la loi du 9 juin 1964 concernant le travail agricole à salaire différé – Différence quant au délai à prendre en compte pour prétendre au salaire différé pour le collaborateur descendant (5 ans ou 10 ans) – Situation comparable eu égard à l'objet réclamé

(salaire différé) – Disparité objective eu égard aux périodes de référence – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée car repose sur la preuve de la participation à l'exploitation agricole - **Non conforme** [45/08, 27.06.2008](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CASS) – Famille - Filiation - Nom patronymique - Article 334-2 alinéa 2, première phrase Code civil dans sa version antérieure à la loi du 23 décembre 2005 relative au nom des enfants – Différence quant au nom à attribuer à l'enfant naturel selon que la déclaration de naissance est faite simultanément à l'égard des deux parents (attribution préférentielle du nom du père) ou différée (attribution du nom de la mère) – Situation comparable – Disparité objective fondée sur l'intérêt de l'enfant tendant à assimiler l'enfant naturel à l'enfant légitime – Différenciation de traitement entre le père et la mère non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à l'intérêt de l'enfant - **Non conforme** [44/08, 06.06.2008](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TA) – Administratif - Fonction publique – Sanction disciplinaire - Loi du 25 avril 2005 instituant une procédure disciplinaire spécifique à l'égard des fonctionnaires employés auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunication – Différence quant à la procédure disciplinaire applicable entre fonctionnaires auprès de l'Entreprise des Postes et Télécommunication (instruction par inspection centrale de l'entreprise et commission disciplinaire de l'entreprise) et autres fonctionnaires auprès des autres administrations (instruction par commissaire chargé de l'instruction et conseil de discipline) – Situation comparable tenant au respect des règles sous peine de sanction disciplinaire - Différence objective eu égard à la finalité des services – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à l'objectif de permettre à l'Entreprise des Postes et Télécommunication d'être plus compétitive et efficace sur le marché via une plus grande flexibilité dans la gestion des ressources humaines - **Conforme** [41/07, 14.12.2007](#), [42/07, 14.12.2007](#), [43/07, 14.12.2007](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TAL, 17^{ème}) – Famille - Successions - Évaluation des biens - Article 832-1 (8) à (11) combiné à l'article 832-4 Code civil – Différence quant à l'attribution préférentielle entre bénéficiaires et leurs copartageants, ces derniers étant exclus – Situation comparable de par leur vocation attributaire – Disparité objective tenant dans le fait que les copartageants bénéficiaires doivent remplir les conditions légales (avoir participé effectivement et personnellement à la mise en valeur de l'exploitation agricole) – L'objectif est d'éviter que les exploitations ne soient morcelées à l'occasion des partages – Différenciation de traitement rationnellement justifiée dans la mesure où l'évaluation des biens est faite à une moindre valeur et elle se combine avec la faculté de procéder à un partage supplémentaire en cas de situation nouvelle – Différenciation de traitement non proportionnée en raison du fait que la limitation dans le temps n'existe que pour la vente et ne vise pas toute hypothèse d'aliénation - **Non conforme** [40/07, 25.05.2007](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – Étrangers (article 111) - (CA, 8^{ème}) – Procédure - Prescription – Action salariés - Article 189 Code de commerce – Différence

quant à la prescription entre salariés non-commerçants engagés dans un contrat mixte (10 ans) et salariés non-commerçants engagés dans un contrat purement civil (30 ans) – Situation comparable – Disparité objective – Différenciation de traitement rationnellement justifiée et adéquate eu égard à la sécurité juridique - Proportionnée pour avoir adapter la prescription avec celle de la durée de conservation des livres de commerce - **Conforme** [39/07, 30.03.2007](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CAA) – Administratif - Fonction publique - CDD - Article 17 de la loi du 5 juillet 1991 portant dérogation à la loi du 24 mai 1989 sur le contrat de louage d’ouvrage – Recours au CDD sans limite de temps – Différence entre CDD public et CDD de droit commun eu égard à la limitation de temps du CDD – Situation comparable eu égard au rapport de soumission – Absence de disparité objective fondée sur la spécificité du travail - **Non conforme** [36/06, 20.10.2006](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – Étrangers (article 111) - (CSSS) – Social - Forfait d’éducation - Pension - Article 7 alinéa 2 de la loi du 28 juin 2002 portant création d’un forfait d’éducation – Différence quant à l’octroi du forfait d’éducation entre bénéficiaires d’une pension versée par une institution sociale luxembourgeoise et les bénéficiaires d’une pension versée par une institution internationale - Situation comparable eu égard au droit à la pension – Disparité objective tenant à l’affiliation à un régime de sécurité sociale – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée eu égard à l’objectif d’éviter le cumul de prestations – **Non conforme** [29/06, 07.04.2006, 30/06, 07.04.2006, 31/06, 07.04.2006, 32/06, 07.04.2006, 33/06, 07.04.2006](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CAA) – Administratif – Fonction publique (Police) - Avancement - Article 98 (1) et (5) de la loi du 31 mai 1999 portant création d’un Corps de Police Grand-Ducale et d’une Inspection Générale de Police complétée par l’article 55 de la loi du 22 décembre 2000 concernant le budget des recettes et des dépenses de l’État – Différence quant à l’avancement entre anciens commissaires-enquêteurs (avancement que lorsque quelqu’un de rang inférieur monte) et ceux engagés sous le nouveau régime (avancement directement) - Situation comparable – Disparité objective – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée dans le mesure où l’inconvénient est compensé par d’autres avantages alors que ceux du nouveau régime n’en bénéficient pas (progression en rémunération dépasse promotion automatique) - **Conforme** [27/05, 14.10.2005](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CAA) – Administratif – Fonction publique (Police) - Avancement - Article 98 (1) et (5) de la loi du 31 mai 1999 portant création d’un Corps de Police Grand-Ducale et d’une Inspection Générale de Police complétée par l’article 55 de la loi du 22 décembre 2000 concernant le budget des recettes et des dépenses de l’État – Différence quant à l’avancement entre anciens commissaires-enquêteurs et autres cadres supérieurs - Situation pas comparable car 2 régimes différents - **Conforme** [27/05, 14.10.2005](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TA, 2^{ème}) – Administratif - Fonction publique – Congé sans traitement - Article VIII, point 2 de la loi du 19 mai 2003 portant modification de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires – Différence quant à la possibilité de réintégration entre personnes ayant démissionnées suite à

l'impossibilité d'obtenir un congé sans traitement supérieur à une année suite à un congé de maternité ou qui ont souhaité élever leurs enfants (impossibilité de réintégration) avant l'entrée en vigueur de la loi et les personnes dont le congé sans traitement a été refusé suite à un congé de maternité (discrétion de l'administration) – Situation comparable – Disparité objective tenant à l'impossibilité de réintégration – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée à l'objectif de réintégration dans le service sans préjudice des carrières aux fonctionnaires qui pour des raisons d'ordres familiales ont quitté dans le passé leur emploi - **Non conforme** [26/05, 08.07.2005](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TAL, 4^{ème}) – Famille - Adoption plénière – Adoption simple - Article 349 Code civil – Différence entre un enfant légitime (possibilité) et un enfant plénièrement adopté (possibilité de faire l'objet d'une adoption simple que dans 2 cas) quant à la possibilité d'être adopté par la suite – Situation comparable selon la volonté du législateur – Disparité objective tenant au fait de faire l'objet d'une adoption plénière – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate eu égard à la finalité de privilégier l'intérêt de l'enfant (prohibition adoptions successives) – Non proportionnée car seulement 2 exceptions à la prohibition de l'adoption plénière - **Non conforme** [25/05, 07.01.2005](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – Liberté syndicale (article 11(5)) - (TA) – Administratif – Élection (fonctionnaires communaux) – Délégation du personnel - Article 1^{er} de la loi du 18 mai 1979 portant réforme des délégations du personnel et l'article 43 point 5 et 9 de la loi du 24 décembre 1985 fixant le statut général des fonctionnaires communaux – Différence entre employés privés engagés par la commune et ouvriers engagés par le secteur public quant à la possibilité de prétendre à la représentation active et passive – Situation comparable eu égard au lien de subordination – Absence de disparité objective tenant à la différence de la nature du travail, la délégation ayant une mission de sauvegarde et de défense tant générale que spécifique de ceux qu'elle représente – **Non conforme** [21/04, 18.06.2004, 22/04, 18.06.2004](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TAL) – Procédure - Assurance – Droit d'agir - Article 115 Code des assurances sociales – Différence quant au droit de recours entre une victime (recours possible que si un accident provoqué intentionnellement) et l'AAA (recours possible si accident provoqué intentionnellement ou par négligence) – Situations pas comparables car ne tendent pas à la même fin - **Conforme** [20/04, 28.05.2004](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TAL) – Civil - Assurance - Réparation intégrale - Article 115 Code des assurances sociales – Différence entre ayant-droit de la victime bénéficiant de prestation du chef de l'accident de travail et l'ayant-droit de la victime ne bénéficiant pas de prestations du chef de l'accident de travail – Situation comparable – Absence de disparité objective - **Non Conforme** [20/04, 28.05.2004](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TAL) – Civil - Assurance - Réparation intégrale - Article 115 Code des assurances sociales – Différence entre une victime d'accident du travail et une victime d'accident quant à la réparation intégrale de droit commun – Situation comparable – Disparité objective tenant au système d'indemnisation (forfaitaire et

automatique/droit commun) – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée car fondée sur le risque professionnel partagé et non pas sur la notion de faute - **Conforme** [20/04, 28.05.2004](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – Protection droits naturels de la personne humaine et de la famille (article 11 (3)) - Droit au travail (article 11 (4)) - Étrangers (article 111) - (TA) – Administratif – Immigration - Permis de travail - Article 1, 26 à 28 de la loi du 28 mars 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers, le contrôle médical des étrangers, l'emploi de la main-d'œuvre étrangère – Différence entre un ressortissant communautaire et un ressortissant non-communautaire (conjoint) quant à la nécessité du permis de travail – Exception formellement prévue par la Constitution - **Conforme** [14/02, 06.12.2002](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (JPL) – Famille - Secours alimentaire – Divorce - Article 277 alinéa 4 Code civil et article 276 Code civil – Différence entre le divorce par consentement mutuel (révision limitée à la détérioration de la situation) et le divorce pour faute (révision non limitée) quant à la possibilité de révision du secours alimentaire - Situation pas comparable car régime différent (consensuel/judiciaire) – **Conforme** [13/02, 17.05.2002](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CASS) – Social - Charge des cotisations – Prestations familiales - Article 16 (3) de loi du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales – Différence entre indépendants et agriculteurs quant à la charge des cotisations, les premiers devant payer les cotisations alors que le paiement des cotisations pour les seconds sont pris en charge par l'État – Situation comparable eu égard à l'assujettissement – Disparité objective tenant à l'exercice d'activité différente – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée eu égard au but de la loi de dégrèvement par étapes - **Conforme** [9/00, 05.05.2000](#)

Article 10bis (1) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CASS) – Social - Charge des cotisations – Prestations familiales - Article 16 (3) de la loi du 19 juin 1985 concernant les allocations familiales et portant création de la Caisse nationale des prestations familiales – Différence entre indépendants et salariés quant à la charge des cotisations, les premiers devant payer les cotisations alors que le paiement des cotisations pour les seconds sont pris en charge par l'État – Situation non comparable étant entendu que les salariés ne sont pas assujettis au paiement des cotisations pour la Caisse nationale des prestations familiales - **Conforme** [9/00, 05.05.2000](#)

Article 10bis (1) (ancien article 11 (2)) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (CA) – Travail – Chômage (remboursement des indemnités) – Recours de l'ADEM - Article 14 de la loi du 30 juin 1976 portant création du Fonds pour l'Emploi, réglant les indemnités de chômage complet – Différence entre licenciement avec préavis justifié (salarié ne doit pas rembourser) et licenciement avec préavis abusif (employeur doit rembourser) eu égard au droit de recours de l'ADEM en vue du remboursement des indemnités chômage – Situation comparable car elle vise le droit de recours de l'ADEM – Disparité objective tenant à la position dominante de l'employeur sur le marché du travail – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée au regard du fait que la décision de licenciement provient de l'employeur et que la finalité est la subsistance du salarié licencié - **Conforme** [8/99, 09.07.1999](#)

Article 10bis (1) (ancien article 11 (2)) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TAL, Tutelle) – Famille - Autorité parentale – Père/mère enfant naturel - Article 380 Code civil – Différence entre le père et la mère d'un enfant naturel quant à l'exercice de l'autorité parentale selon une reconnaissance par les 2 parents (autorité attribuée à la mère) ou par 1 seul des parents (autorité attribuée au parent en question) – Situation comparable eu égard à la filiation – Disparité objective tenant à la spécificité sociologique – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée eu égard à l'intérêt de l'enfant dans la mesure où le juge dispose de la possibilité d'apprécier l'exercice conjointe de l'autorité parentale– **Non conforme** [7/99, 26.03.1999](#)

Article 10bis (1) (ancien article 11 (2)) – Égalité des luxembourgeois devant la loi – (TAL, Tutelle) – Famille - Autorité parentale – Enfant naturel/légitime - Article 380 Code civil – Différence entre père légitime et père naturel quant à l'exercice de l'autorité parentale quand la reconnaissance est faite par les 2 parents (autorité conjointe ou par la mère) – Situation comparable eu égard au lien de parenté - But recherché est l'intérêt de l'enfant – Disparité objective tenant à l'institution du mariage – Différenciation de traitement non rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée eu égard à l'intérêt de l'enfant d'autant qu'il crée un clivage entre l'enfant né hors mariage ou dans le mariage - **Non conforme** [7/99, 26.03.1999](#)

Article 10bis (1) (ancien article 11 (2)) – Égalité des luxembourgeois devant la loi - (TAL) – Famille - Adoption plénière – Couple marié/célibataire - Article 367 Code civil – Différence entre couples mariés et célibataires quant à la possibilité d'effectuer une adoption plénière – Situation comparable – Disparité objective tenant à l'état civil – Différenciation de traitement rationnellement justifiée, adéquate et proportionnée eu égard au fait qu'elle garantit la pluralité de détenteurs de l'autorité parentale, et que l'adoption simple reste possible pour les personnes célibataires - **Conforme** [2/98, 13.11.1998](#)

3. Article 11 : Libertés publiques

Article 11 (5) - Droits des travailleurs – (CSSS) – Social – Reclassement - Aide au réemploi -
Article L. 631-2 (3) Code du travail – Cette disposition du Code du travail confère au règlement grand-ducal du 17 juin 1994 le pouvoir et l’obligation de déterminer les conditions et modalités d’application de l’aide au réemploi ainsi que la champ d’application sectoriel de cette dernière – La loi règle dans ses principes le droit des travailleurs – La loi ne règle pas le délai de forclusion qui est un élément essentiel du droit des travailleurs - **Non conforme** [132/18, 02.03.2018](#), [133/18, 02.03.2018](#)

Article 11 (1) – Droits naturels de la personne humaine et de la famille – (TAL) – Famille - Adoption – Mineur de plus de 15 ans en bonne santé et mineur de plus de 15 ans sous tutelle souffrant d’un handicap mental grave – L’adoption découle du droit positif et n’est pas un droit naturel – **Conforme** [105/13, 13.12.2013](#)

Article 11 (2) - Égalité hommes/femmes - (CSSS) – Travail - Chômage – Indemnités pécuniaires de maternité - Article 29 point 2 de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. Création d'un Fonds pour l'Emploi, 2. Réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet combiné avec l’article 25 (1) Code de la sécurité sociale – Absence d’interdiction de rechercher un emploi pendant le congé de maternité – Chance de trouver un emploi selon qu’une femme soit enceinte ou non, soit au chômage ou selon qu’un homme soit au chômage est identique - **Conforme** [100/13, 12.07.2013](#)

Article 11 (2) – Égalité hommes/femmes – (TAL, référé) – Famille - Droit de visite/Autorité parentale – Enfant naturel - Article 380 alinéa 1^{er} deuxième phrase du Code civil - Attribution de l’autorité parentale d’un enfant naturel reconnu par les deux parents à la mère – **Renvoi à l’arrêt** [7/99, 26.03.1999](#) concernant l’égalité des luxembourgeois devant la loi - **Non Conforme** [99/13, 07.06.2013](#)

Article 11 (1) et (3) - Droit naturel de la personne humaine et de la famille et Protection de la vie privée – (TAL, référé) – Famille - Droit de visite/Transfert de l’autorité parentale - Enfant naturel - Article 11 de la loi modifiée du 10 août 1992 relative à la protection de la jeunesse - Transfert automatique de l’exercice de la quasi intégralité des attributs de l’autorité parentale à l’institution d’accueil en cas de placement d’un mineur en dehors du domicile de ses parents, tuteurs ou gardiens – Ingérence de l’autorité publique possible dans l’exercice du droit fondamental à condition que l’ingérence soit fondée sur un besoin social impérieux et qu’elle soit proportionnée au but légitime – L’article ne vise que l’exercice de l’autorité parentale et ne vise pas le droit parental lui-même – But est le respect de l’intérêt supérieur de l’enfant – Le transfert de l’autorité n’est que la suite logique du placement hors du domicile - **Conforme** [98/13, 07.06.2013](#)

Article 11 (4), (5) et (6) – Droit au travail – Droit des travailleurs - Liberté de commerce et d'industrie - (CA, 8^{ème}) – Travail - Licenciement - Délégué du personnel - Article L. 415-11 (1) Code du travail - Protection contre le licenciement du délégué en cas de suppression de branche d'activité uniquement – Equilibre entre liberté de commerce, droit des travailleurs (parmi lequel figure le droit à la protection contre le licenciement du délégué) et droit au travail, tous garantis par l'article 11, est maintenue – **Conforme** [56/10, 26.03.2010](#), [55/10, 26.03.2010](#)

Article 11 (6) – Liberté de commerce et d'industrie – (CAA) – Administratif – Zone verte - Exploitation commerciale - Article 5 combiné avec l'article 10 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles – Liberté n'est pas absolue mais une restriction à liberté ne peut réduire à néant ladite liberté – Pas le cas ici car zone verte pas étendue à tout le territoire rendant impossible l'exploitation commerciale - **Conforme** [46/08, 26.09.2008](#)

Article 11 (3) – Protection de la vie privée - (TAL) – Procédure - Assurance – Droit d'agir - Article 115 Code des assurances sociales – Loi régit uniquement le droit existentiel, le respect de la dignité et de la liberté – Droit d'agir restreint résulte du droit positif et non naturel – **Conforme** [20/04, 28.05.2004](#)

Article 11 (6) – Liberté de commerce et d'industrie – Enseignement (article 23 alinéa 3 et alinéa 4) – (TA) – Administratif - Homologation - Diplôme - Article 4 de la loi du 18 juin 1969 sur l'enseignement supérieur et l'homologation des titres et grades étrangers d'enseignement supérieur – Matière réservée – La loi peut se borner à tracer les grands principes tout en abandonnant au pouvoir réglementaire la mise en œuvre – Ici pas le cas car le pouvoir réglementaire établit pour chaque discipline des critères généraux ainsi que la durée minimale des études et l'étendue des matières – **Non conforme** [15/03, 03.01.2003](#)

Article 11 (3) – Droits naturels de la personne humaine et de la famille - (TAL) – Famille - Adoption plénière – Couple marié/non marié - Article 367 Code civil – Adoption plénière uniquement pour couples mariés à l'exclusion des célibataires – Adoption est une filiation de substitution fondée dans le droit positif et n'est pas un droit naturel car il s'agit d'une fiction créée par la loi - **Conforme** [2/98, 13.11.1998](#)

4. Article 11bis : Protection de l'environnement humain et naturel

Article 11bis (1) et (2) – Protection de l'environnement humain et naturel - Protection et bien-être des animaux – (TA) – Administratif – Zone verte - Autorisation de construire -
Article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles – Limitation de possibilité de construction en zone verte – Absence d'autorisation pour immeubles destinés à des activités équestres de nature commerciale -
Conforme [127/16, 09.12.2016](#)

5. Article 12 : Liberté individuelle

Article 12 - Liberté individuelle – (TAL) – Procédure - Divulgation d'informations du Service de Renseignement de l'Etat – Droit de la défense - Article 5 et 16 de la loi du 15 juin 2004 portant organisation du Service de renseignement de l'État – Article interdit l'accès à des pièces, des documents ainsi qu'à l'audition de témoins au motif qu'ils émanent des Services de renseignement national et étrangers – Liberté individuelle implique la protection du droit de la défense – Droit de la défense n'est pas absolu et peut être aménagé en cas de motif légitime et dans la mesure du strict nécessaire pour ne pas anéantir ou réduire dans une proportion déraisonnable l'exercice du droit – Motif d'interdiction de divulgation légitime eu égard à la protection de l'intégrité physique des sources et la capacité des agents à exercer leurs missions – Interdiction de lever le secret est légitime en ce qu'il permet de garantir une confiance avec le Service de renseignement étranger ayant transmis l'information - Déraisonnable en ce que la non-divulgation du secret est fondée sur une simple affirmation non susceptible de contrôle quant à la véracité de l'affirmation – Rupture entre la protection des sources et le droit de la défense - **Non conforme** [104/13, 25.10.2013](#)

Article 12 – Liberté individuelle - (CASS) – Social - Pension vieillesse – Détention - Article 210 alinéa 1 Code de la sécurité sociale – Suspension de la pension vieillesse pendant la détention – Article 12 ne vise que la privation de liberté physique et non patrimoniale – **Conforme** [68/11, 09.12.2011](#)

Article 12 – Liberté individuelle – (TAL) – Procédure - Assurance – Droit d'agir - Article 115 Code des assurances sociales – Droit d'agir - Article 12 ne vise que la privation de liberté physique et non patrimoniale – **Conforme** [20/04, 28.05.2004](#)

6. Article 14 : Légalité des peines

Article 14 - Légalité des peines – (CASS) – Pénal – Protection de la nature et des ressources naturelles – Biotope - Article 17 alinéa 1^{er} de la loi modifiée du 19 janvier 2004 relative à la protection de la nature et des ressources naturelles - Manque de définition du terme « *biotope* » mais illustre seulement la portée du terme par une liste non limitative d'exemples – Légalité de la peine a comme corolaire celui de la spécification de l'incrimination – Nécessité de définir l'infraction de manière suffisamment claire et précision sur le degré de répression - Marge d'indétermination possible - Absence de définition suffisamment claire et précise de l'infraction surtout pour les lieux de vie non énumérés comme exemple dans la loi - **Non conforme** [138/18, 06.07.2018](#)

Article 14 - Légalité des peines – (TA) – Administratif - Avertissement taxés – Déchets - Article 4, 42 et 47 (2) de la loi modifiée du 21 mars 2012 relative aux déchets - Légalité de la peine a comme corolaire celui de la spécification de l'incrimination – Nécessité de définir l'infraction de manière suffisamment claire et précision sur le degré de répression - Définition suffisamment claire et précise de l'infraction d'incinération à l'air libre de déchets de verdure – Marge d'indétermination possible - Détermination suffisamment claire et précise - **Conforme** [134/18, 02.03.2018, 135/18, 02.03.2018](#)

Article 14 - Légalité des peines – (TAL) – Pénal – Peine - Aménagement de l'interdiction de conduire - Article 13 (1)^{ter} de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques – Légalité de la peine a comme corolaire celui de la spécification de l'incrimination – Nécessité de définir l'infraction de manière suffisamment claire et précision sur le degré de répression – Marge d'indétermination possible - Détermination suffisamment claire et précise de la peine et limites des aménagements possibles - **Conforme** [122/16, 27.05.2016](#)

Article 14 - Légalité des peines – (CAA) – Administratif – Fonction publique (force publique) – Sanction disciplinaire - Article 8, 9 alinéa 1^{er} et 2, 10 alinéa 1^{er}, 12 alinéa 1^{er}, 18, 19 et 22 de la loi modifiée du 16 avril 1979 ayant pour objet la discipline dans la Force Publique pris isolément ou combinés – Amende d'1/10^{ème} de la mensualité brute – Commissaire de police - Légalité de la peine a comme corolaire celui de la spécification de l'incrimination – Nécessité de définir l'infraction de manière suffisamment claire et précision sur le degré de répression – Marge d'indétermination possible - Détermination suffisamment claire et précise et caractère évaluable de la sanction quant à son degré de sévérité - **Conforme** [115/14, 12.12.2014](#)

Article 14 - Légalité des peines – (TAL, 7^{ème}) – Pénal – Peine - Confiscation véhicule - Article 12 (2) alinéa 3 combiné avec l'article 14 alinéa 3 de la loi modifiée du 14 février 1955 concernant la réglementation sur toutes les voies publiques et l'article 31 du Code pénal – Légalité de la peine a comme corolaire celui de la spécification de l'incrimination – Nécessité de définir l'infraction de manière suffisamment claire et précision sur le degré de répression - Marge d'indétermination possible - Peine doit être suffisamment déterminée donc comporter un minimum et un maximum indiqué dans la loi – Confiscation du véhicule n'est que possible s'il a servi à commettre

l'infraction et que la personne en est propriétaire – Peine suffisamment déterminée par la nature de l'objet à confisquer - **Conforme** [71/12, 09.03.2012](#)

Article 14– Légalité des peines – (TA) – Administratif - Fonction publique – Sanction disciplinaire - Articles 9.1, 10 alinéa 1^{er} et article 44 de la loi du 16 avril 1979 fixant le statut général des fonctionnaires de l'État - Légalité de la peine a comme corolaire celui de la spécification de l'incrimination – Nécessité de définir l'infraction de manière suffisamment claire et précision sur le degré de répression – Marge d'indétermination possible – Sanctions disciplinaires doivent être prévues par le texte et raisonnablement évaluables quant à leur niveau de sévérité - **Conforme** [41/07, 14.12.2007, 42/07, 14.12.2007, 43/07, 14.12.2007](#)

Article 14 – Légalité des peines – (Conseil disciplinaire et administratif d'appel des ordres des avocats) – Avocats – Peine - Sanction disciplinaire - Article 17 tiret 1^{er} et article 27 de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat – Légalité de la peine a comme corolaire celui de la spécification de l'incrimination – Nécessité de définir l'infraction de manière suffisamment claire et précision sur le degré de répression – Marge d'indétermination possible – Élément d'incrimination requis - **Conforme** [23/04, 03.12.2004, 24/04, 03.12.2004](#)

Article 14 – Légalité des peines – (TA) – Administratif - Marchés publics – Clauses pénales dans le cahier des charges – Article 36.5° de la loi du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'État – Clause pénale est une indemnisation de nature civile donc pas une peine – **Conforme** [19/04, 30.01.2004](#)

Article 14 – Légalité des peines – (TA) – Administratif - Marchés publics – Exclusion marchés publics - Article 36.5° de la loi du 27 juillet 1936 concernant la comptabilité de l'État – L'exclusion de la participation aux marchés publics est une peine – Seule la loi peut prévoir une peine – L'exclusion est prévue par le cahier des charges et non par la loi – **Non conforme** [19/04, 30.01.2004](#)

Article 14 – Légalité des peines – (CSSS) – Médecins – Peine - Sanction disciplinaire - Article 73 Code des assurances sociales - Principe de rétroactivité *in mitius* (loi pénale plus douce) – Peine doit être prévue par la loi tant par son existence que par son taux de sévérité et au jour de la commission du fait et à celui de la décision qu'il inflige – Principe de la légalité des peines implique celui de la rétroactivité de la peine la plus douce - Nécessité de définir l'infraction de manière suffisamment claire et précision sur le degré de répression - Incrimination de la déviation injustifiée – Marge d'indétermination possible – **Conforme** [12/02, 22.03.2002](#)

7. Article 16 : Droit de propriété

Article 16 – Droit de propriété – (TA, 2^{ème}) – Administratif - PAG – Reclassement de parcelles d’une zone constructible à une zone non constructible - Article 22 combiné avec les articles 2, 5, 6 et 8 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain – Absence d’indemnité en cas de reclassement par le PAG d’une zone constructible dans une zone non constructible – Privation de propriété possible que pour cause d’utilité publique - Assimilation à l’expropriation si changement dans les attributs de propriété substantielle – Exceptions au principe ne couvrent pas toutes les hypothèses dans lesquelles la privation de jouissance est hors de proportion avec l’utilité publique - **Non Conforme** [101/13, 04.10.2013](#)

Article 16 – Droit de propriété - (CASS) – Social - Pension vieillesse – Détention - Article 210 alinéa 1 Code de la sécurité sociale – Privation de propriété possible que pour cause d’utilité publique - Suspension de la pension vieillesse pendant la détention constitue une peine et non une mesure d’expropriation pour cause d’utilité publique - **Conforme** [68/11, 09.12.2011](#)

Article 16 – Droit de propriété – (CAA) – Administratif – Zone verte - Aménagement des interdictions résultant d’un reclassement - Article 5 combiné avec l’article 10 de la loi du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles - Privation de propriété possible que pour cause d’utilité publique - Assimilation à l’expropriation si changement dans les attributs de propriété substantielle – Question ne vise pas le reclassement d’une propriété de zone constructible en zone non constructible mais l’aménagement et l’allègement des interdictions résultant d’un classement en zone verte - **Conforme** [46/08, 26.09.2008](#)

Article 16 – Droit de propriété – (TAL) – Administratif - Expropriation – Article 27 de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d’une grande voirie de communication et d’un fonds des routes – Disposition légale neutre par rapport au système irrégulier d’expropriation – **Conforme** [35/06, 12.05.2006](#)

Article 16 – Droit de propriété – (TAL) – Administratif - Expropriation – Indemnité – Articles 28, 35 et 36 de la loi du 15 mars 1979 sur l’expropriation pour cause d’utilité publique – Avance provisionnelle et non définitive - Disposition légale permettant le transfert total ou partiel du droit de propriété avant le versement intégral de l’indemnité – **Non conforme** [35/06, 12.05.2006](#)

Article 16 – Droit de propriété – (TAL) – Administratif - Expropriation – Article 26 de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d’une grande voirie de communication et d’un fonds des routes - Disposition légale neutre par rapport au système irrégulier d’expropriation – **Conforme** [34/06, 12.06.2006](#)

Article 16 – Droit de propriété – (TAL) – Administratif - Expropriation – Indemnité – Articles 27, 34 et 35 de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d’une grande voirie de communication et d’un fonds des routes – Avance provisionnelle et non définitive - Dispositions légales permettent le transfert total ou partiel du droit de propriété avant le versement intégral de l’indemnité – **Non conforme** [34/06, 12.06.2006](#)

Article 16 – Droit de propriété – (TAL) – Civil - Assurance – Créance - Article 115 Code des assurances sociales – Notion de propriété s’applique à un droit personnel ex. créance – Créance doit cependant être déjà née – Ici on s’oppose à la naissance de la créance – **Conforme** [20/04, 28.05.2004](#)

Article 16 – Droit de propriété – (TAD) – Administratif - Expropriation – Indemnité – Articles 28 et 32 de la loi sur l’expropriation pour cause d’utilité publique – Consignation indemnité provisionnelle contre l’envoi en possession – Pas suffisant pour garantir une juste et préalable indemnité – Indemnité doit être complète et préalable - **Non conforme** [16/03, 07.02.2003](#)

Article 16 – Droit de propriété – (JPD) – Administratif - Remembrement – Indemnité - Articles 1, 6, 7, 20, 24 et 33 de la loi du 25 mai 1964 concernant le remembrement des biens ruraux – Privation de propriété possible que pour cause d’utilité publique – Remembrement a pour but de servir l’intérêt des propriétaires et l’intérêt public - Caractère juste et préalable de l’indemnité – Indemnité de 5% de la valeur du bien - Caractère exceptionnel et subsidiaire de la soulte – Indemnité constitue une garantie contre la mise en échec du remembrement – Soulte préalablement fixée - **Conforme** [11/01, 28.09.2001](#)

Article 16 – Droit de propriété – (TA) – Administratif - Bulletin d’impôt – Perception de l’impôt – Articles 18, 23, 92, 93 et 118 de la loi concernant l’impôt sur le revenu – Privation de propriété possible que pour cause d’utilité publique - Fixation et perception de l’impôt ne constitue pas une privation de propriété, d’un bien déterminé mais n’est que le résultat de la dette fiscale sur le patrimoine - **Conforme** [10/00, 08.12.2000](#)

8. Article 17 : Confiscation de l'intégralité des biens

Article 17 – Confiscation de l'intégralité des biens - (CASS) – Social - Pension vieillesse – Patrimoine - Article 210 alinéa 1^{er} Code de la sécurité sociale – Interdiction de confisquer des biens s'ils représentent l'intégralité du patrimoine – Suspension de la pension vieillesse pendant la détention est temporaire et prévoit une dévolution à la famille - **Conforme** [68/11, 09.12.2011](#)

9. Article 19 : Liberté des cultes

Article 19 – Liberté des cultes – Enseignement (article 23) - (TA) – Administratif - Enseignement obligatoire – Repos - Article 1^{er} de la loi du 10 août 1912 concernant l'organisation de l'enseignement primaire – Conflit entre liberté religieuse et obligations scolaires – Repos samedi – Droit de professer sa foi religieuse tant que les libertés religieuses ne vont pas à l'encontre du droit fondamental de l'enfant à l'instruction – Ici, perturbe le système éducatif - **Conforme** [3/98, 20.11.1998](#)

10. Article 32 : Pouvoir réglementaire d'attribution

Article 32 (3) – Pouvoir réglementaire d'attribution – Exercice de la profession libérale (article 11 (6)) – (TA) – Administratif – Equipements médicaux – Médecins – Article 19 de la loi du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions de médecin, de médecin-dentiste et de médecin-vétérinaire – Restriction à l'exercice de la profession libérale est une matière réservée – Absence d'indication quant à l'objectif des mesures d'exécution donnée par la loi – **Non conforme** [148/19, 5.7.2019](#)

Article 32 (3) – Pouvoir réglementaire d'attribution – Enseignement (article 23 (3)) - (CAA) – Administratif – Tâches - Enseignants - Article 3 de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement post-primaire – Enseignement est une matière réservée – Essentiel du cadrage normatif doit résulter de la loi y compris les fins, les conditions et les modalités suivant lesquelles des éléments moins essentiels peuvent être pris par règlement grand-ducal - Liberté du législateur d'organiser la tâche de l'enseignant et d'exclure l'existence d'une délégation prohibée d'une matière réservée au pouvoir réglementaire – **Conforme** [141/18, 07.12.2018](#)

Article 32 (3) – Pouvoir réglementaire d'attribution – Protection de la santé (article 11 (5)) - (TAL, 18^{ème}) – Travail - Revenus/Retraite - Cheminots - Article 1^{er} alinéa 1^{er} de la loi du 28 décembre 1920 autorisant le Gouvernement à édicter un statut réglementant les conditions d'emploi, de travail, de rémunération et de mise à la retraite des employés et ouvriers occupés au service des exploitants des chemins de fer situés sur le territoire du Grand-Duché – Règlement grand-ducal du 17 décembre 2003 fixant le non cumul de la pension d'invalidité avec certains revenus perçus cumulativement – Article 44 du règlement est pertinent pour le litige car il trouve son fondement procédural dans la loi invoquée mais pas son fondement matériel – **Absence de problème de constitutionnalité** [137/18, 06.07.2018](#)

Article 32 (3) - Pouvoir réglementaire d'attribution – Force armée (article 96) - (TA) – Administratif – Fonction publique (armée) – Recrutement, formation et avancement - Article 10 de la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire – Force armée est une matière réservée à la loi y compris les dispositions relatives au stage - Loi habilite le pouvoir réglementaire à déterminer les modalités concernant les conditions du stage des officiers de l'armée mais renvoi à la loi pour ce qui concerne le stage des officiers de l'armée – Essentiel du cadrage normatif doit résulter de la loi y compris les fins, les conditions et les modalités suivant lesquelles des éléments moins essentiels peuvent être pris par règlement grand-ducal - Absence de cadrage normatif concernant notamment les fins, conditions et modalités du déroulement du stage des officiers et de l'examen de fin de stage - **Non conforme** [121/16, 11.03.2016](#)

Article 32 (3) - Pouvoir réglementaire d'attribution – Droit au travail, Sécurité sociale, protection de la santé, droit des travailleurs, liberté de commerce et de l'industrie (article 11 (4) (5) et (6)) - (CAA) – Administratif - Agrément - Coordinateur de sécurité et de santé – Articles L. 311-2, L. 312-8 (6) et L. 312-8 (9) Code du travail – Droit au travail, sécurité sociale, protection de la santé, droit des travailleurs, liberté de commerce et de l'industrie sont des matières réservées

à la loi – La loi habilite le pouvoir réglementaire à déterminer les modalités d’agrément des coordinateurs en matière de sécurité et de santé sur les chantiers temporaires et mobiles – Essentiel du cadrage normatif doit résulter de la loi y compris les fins, les conditions et les modalités suivant lesquelles des éléments moins essentiels peuvent être pris par règlement grand-ducal – Limitation à énumérer les diplômes devant être détenus sans indication sur les tâches à exercer ou les chantiers où coordinateur est admis - **Non conforme** [117/15, 20.03.2015](#)

Article 32 (3) - Pouvoir réglementaire d’attribution – Égalité devant l’impôt (article 101) + Exonération ou modération de l’impôt (article 99) – (CA, 2^{ème}) – Imposition/Exonération - TVA – Navigation maritime - Article 43 § 1 sous i), deuxième tiret, de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée – Aux fins de transposition de la directive 77/388/CEE du Conseil du 17 mai 1977, la loi délègue au pouvoir réglementaire la fixation du contenu et des limites de l’exonération se rapportant aux prestations de services effectuées pour les besoins de la navigation maritime – L’essentiel du cadrage normatif doit résulter de la loi y compris les fins, les conditions et les modalités suivant lesquelles des éléments moins essentiels peuvent être pris par règlement grand-ducal – Énumération détaillée des livraisons de biens et prestations de services exonérées dans la loi, le règlement grand-ducal ne détermine que les limites et conditions de l’exonération - **Conforme** [114/14, 28.11.2014](#)

Article 32 (3) – Pouvoir réglementaire d’attribution - Droit des fonctionnaires (article 31) + Force armée (article 96) - (CAA) – Administratif – Fonction publique (force publique) - Pension - Article 8 II de la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l’État – Droit des fonctionnaires et force armée est une matière réservée – La loi habilite le pouvoir réglementaire à fixer la limite d’âge des officiers et des membres de la force publique - Essentiel du cadrage normatif doit résulter de la loi y compris les fins, les conditions et les modalités suivant lesquelles des éléments moins essentiels peuvent être pris par règlement grand-ducal – Loi ne prévoit qu’un seuil minimal et omet toute prévision de nature à justifier la fixation concrète de l’âge limite de la mise à la retraite – Loi ne distingue pas selon les corps de la force publique et les tâches - **Non conforme** [108/13, 29.11.2013](#)

Article 32 (3) – Pouvoir réglementaire d’attribution – (TAL) – Procédure - Citation comme témoin - Princes de sang impérial - Article 510-517 Code d’instruction criminelle – Contrôle de constitutionnalité des lois comporte celui du maintien en vigueur de la loi visée par la question préjudicielle – Article 117 prévoit que toutes les lois contraires à la Constitution sont abrogés dès l’entrée en vigueur de la Constitution - Ici les articles 510-517 ont été abrogés car ils étaient contraire à l’article 32 - Autorisation grand-ducale pas prévue par la Constitution ou la loi, la souveraineté résidant dans la Nation - **Question préjudicielle sans objet** [107/13, 20.12.2013](#)

Article 32 (3) – Pouvoir réglementaire d’attribution – (TA) – Imposition/exonération - Taxe sur boissons – Alcopops - Article 12 (12) de la loi budgétaire du 23 décembre 2005 – Boissons alcooliques sucrées et alcopops - Essentiel du cadrage normatif doit résulter de la loi y compris les fins, les conditions et les modalités suivant lesquelles des éléments moins essentiels peuvent être pris par règlement grand-ducal – Loi fixe le taux et le recouvrement de l’impôt – L’assiette est suffisamment déterminable - **Conforme** [38/07, 02.03.2007](#)

11. Article 36 : Pouvoir règlementaire

Article 36 – Pouvoir règlementaire – (Conseil de discipline du Collège médical) – Professionnel de la santé - Médecin - Code de déontologie - Article 18 alinéa 2 de la loi du 29 avril 1983 concernant l'exercice de la profession de médecin, médecin dentiste et médecin vétérinaire – Loi peut se limiter à déterminer les grands principes sans disposer des matières érigées en réserve et déléguer l'exécution de la loi au Grand-Duc - Code de déontologie édicté par le collège médical – Délégation de l'exécution de la loi à une autre autorité que le Grand-Duc – **Non conforme** [28/05, 23.12.2005](#)

Article 36 - Pouvoir règlementaire – Protection de la santé (article 11 (5)) + Exercice de profession libérale (article 11 (6)) - (TA) – Professionnel de la santé - Aide-soignant - Exercice profession libérale – Article 1 et 7 combinés de la loi du 26 mars 1992 sur l'exercice et la revalorisation de certaines professions de santé – Loi peut se limiter à déterminer les grands principes sans disposer des matières érigées en réserve et déléguer l'exécution de la loi au Grand-Duc - Statut, attribution et exercice de la profession sont déterminés par règlement grand-ducal – **Conforme** [18/03, 21.11.2003](#)

Article 36 – Pouvoir règlementaire – Exercice profession libérale (article 11 (6)) - (TA) – Avocats – Règlement sur la formation permanente – Restriction de l'exercice de profession libérale - Article 19 de la loi du 10 août 1991 sur la profession d'avocat – Loi peut se limiter à déterminer les grands principes sans disposer des matières érigées en réserve et déléguer l'exécution de la loi au Grand-Duc – Ici le règlement sur la formation permanente établit des règles – Loi délègue l'exécution des dispositions de la loi à une autorité autre que le Grand-Duc – **Non conforme** [17/03, 07.03.2003](#)

Article 36 – Pouvoir règlementaire – (TAL) – Administratif – Homologation - Test alcoolémie - Article 12 (7) point 1 alinéa 2 de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur les voies publiques – Loi peut se limiter à déterminer les grands principes sans disposer des matières érigées en réserve et déléguer l'exécution de la loi au Grand-Duc – Ici, la loi délègue l'exécution aux Ministres - **Non conforme** [4/98, 18.12.1998, 5/98, 18.12.1998, 6/98, 18.12.1998](#)

Article 36 – Pouvoir règlementaire – (TA) – Administratif - Brevet – Programme et procédure d'examen - Article 5 alinéa 1^{er} de la loi du 13 juillet 1935 portant réglementation des conditions d'obtention du titre et du brevet de maîtrise - Loi peut se limiter à déterminer les grands principes sans disposer des matières érigées en réserve et déléguer l'exécution de la loi au Grand-Duc – Ici, la loi délègue l'exécution aux Ministres - **Non conforme** [1/98, 06.03.1998](#)

12. Article 51 : Principe implicite de séparation des pouvoirs

Article 51 (1) – Séparation des pouvoirs – *Droit des fonctionnaires (article 31)* - (CAA) – Administratif – Fonction publique – Changement d’affectation - Article 25, point 39° de la loi du 21 décembre 2007 modifiant la loi du 23 juillet 1952 concernant l’organisation militaire – Arrêté grand-ducal pris sur base d’une loi légiférant individuellement - Désaffectation prise par une loi alors que relève du pouvoir réglementaire – Chaque organe est souverain dans son existence et son fonctionnement – Législateur peut légiférer dans toutes matières non réservées que ce soit de manière générale ou impersonnelle ou par des mesures concrètes et individuelles – **Conforme** [57/10, 01.10.2010](#)

13. Article 95 : De la Justice

Article 95 - Portée décision juridictionnelle - (TA) – Administratif – Annulation définitive du règlement grand-ducal du 25 août 2015 - Refus recalcul traitement – Article 7, paragraphe (3), deuxième phrase de la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif limite, de façon générale et inconditionnée dans le temps, les effets de l'annulation définitive d'un acte administratif à caractère réglementaire – **Non conforme** [150/19, 15.11.2019](#)

14. Article 107 : Communes

Article 107 (1) – Communes - (TA) – Administratif – Commune - Impôt commercial – Article 9 de la loi du 1^{er} mars 1952 – « Participation directe » des communes à l'impôt commercial – Autonomie communale – Le principe de l'autonomie communale consacré par l'article 107 (1) de la Constitution, lu à l'aune des disposition de l'article 9 de la Charte, n'a pas de caractère absolu, en ce que cette autonomie, à la base communale, est appelée à fonctionner dans un cadre plus large, en l'occurrence national, correspondant à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg – L'impôt perçu par des entités dans l'intérêt d'une commune en tant que ressource propre peut ne pas revenir intégralement à cette commune à condition que celle-ci continu à disposer de ressources propres suffisantes, dans le cadre de la politique économique nationale – **Conforme** [157/20, 13.11.2020](#)

Article 107 (1) – Communes - (TA) – Administratif – Commune - Impôt commercial – Article 9 de la loi du 1^{er} mars 1952 – Affectation à un fonds budgétaire étatique d'une « ressource propre d'une commune » - Autonomie communale – Le principe de l'autonomie communale se dédouble du principe de solidarité entre communes exprimé par l'article 9.5 de la Charte, de nature à assurer dans le cadre des compétences leur déferées par la Constitution et les lois de nature à garantir une certaine liberté d'option dans leur propre domaine de responsabilité – Cette solidarité ne peut fonctionner sans l'apport des collectivités locales financièrement les plus fortes, dont le produit de l'ICC généré sur leur territoire est proportionnellement parmi les plus élevés compte tenu de la moyenne nationale – Protection des collectivités locales financièrement plus faible appelle la mise en place de procédure de péréquation financière ou des mesures équivalentes destinées à corriger la répartition inégale des sources potentielles de financement, dont en premier lieu l'ICC, compte tenu des charges qui leur incombent – **Conforme** [157/20, 13.11.2020](#)

Article 107 (1) – Communes - (TA) – Administratif – Commune - Impôt commercial – Article 9 de la loi du 1^{er} mars 1952 – « Participation directe » des communes à l'impôt commercial – Autonomie communale – Le principe de l'autonomie communale consacré par l'article 107 (1) de la Constitution, lu à l'aune des disposition de l'article 9 de la Charte, n'a pas de caractère absolu, en ce que cette autonomie, à la base communale, est appelée à fonctionner dans un cadre plus large, en l'occurrence national, correspondant à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg – L'impôt perçu par des entités dans l'intérêt d'une commune en tant que ressource propre peut ne pas revenir intégralement à cette commune à condition que celle-ci continu à disposer de ressources propres suffisantes, dans le cadre de la politique économique nationale – **Conforme** [156/20, 13.11.2020](#)

Article 107 (1) – Communes - (TA) – Administratif – Commune - Impôt commercial – Article 9 de la loi du 1^{er} mars 1952 – Affectation à un fonds budgétaire étatique d'une « ressource propre d'une commune » - Autonomie communale – Le principe de l'autonomie communale se dédouble du principe de solidarité entre communes exprimé par l'article 9.5 de la Charte, de nature à assurer dans le cadre des compétences leur déferées par la Constitution et les lois de nature à garantir une certaine liberté d'option dans leur propre domaine de responsabilité – Cette solidarité ne peut fonctionner sans l'apport des collectivités locales financièrement les plus fortes, dont le produit de l'ICC généré sur leur territoire est proportionnellement parmi les plus élevés compte tenu de la

moyenne nationale – Protection des collectivités locales financièrement plus faible appelle la mise en place de procédure de péréquation financière ou des mesures équivalentes destinées à corriger la répartition inégale des sources potentielles de financement, dont en premier lieu l’ICC, compte tenu des charges qui leur incombent – **Conforme** [156/20, 13.11.2020](#)

Article 107 (1) – Communes - (TA) – Administratif – Commune - Impôt commercial - Article 8 (3) loi du 30 juin 1976 portant création d’un Fonds pour l’emploi - Mise en place d’une contribution supplémentaire enlevant aux communes une part substantielle de leurs recettes provenant de l’impôt commercial – Autonomie communale – Imprécision quant (i) au manque d’énonciation par rapport à quelles données le dépassement doit être proportionnel (ii) à l’absence d’encadrement de la notion de substantielle et (iii) absence d’indication par rapport à quel référentiel la moyenne du pays est à déterminer – Mécanisme pour contribution supplémentaire doit être déterminable à partir du texte de loi sur base des conditions et modalités suffisamment précises fixées dans la loi – Manque de précision sur les modalités de détermination de cette contribution - **Non conforme** [131/17, 08.12.2017](#)

Article 107 (1) et (6) – Communes - (CAA) – Administratif – PAG – Coefficient maximum utilisation du sol - Article 18 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l’aménagement communal et le développement urbain dans sa version antérieure à la loi du 28 juillet 2011 – Réduction du coefficient maximum d’utilisation du sol – Accord à une autorité de tutelle pour la gestion communale d’un pouvoir de réformation dans le cadre de l’adoption et de l’approbation de PAC lorsque l’autorité statue sur les réclamations portées devant elle dans le cadre de l’aplanissement des difficultés – Autonomie communale mais surveillance de la gestion communale par la loi – Pouvoir de réformation du ministre pas expressément énoncé comme attribution de surveillance mais pouvoir du ministre de statuer sur les réclamations - Loi ne fait que préciser le pouvoir d’approbation – **Conforme** [111/14, 20.06.2014](#)

15. Article 108 : Pouvoir règlementaire des établissements publics

Article 108 combinée avec l'article 36 – Pouvoir règlementaire des établissements publics - Pouvoir règlementaire (article 36) – (TA) – Établissements publics - Chambre de commerce - Cotisation annuelle - Article 16 alinéa 2 de la loi du 26 octobre 2010 portant réorganisation de la Chambre de commerce – Loi spécifique peut habiliter les établissements publics à prendre des règlements d'exécution dans des matières déterminées – La loi accorde à la Chambre de commerce un pouvoir règlementaire en lui accordant le droit de prévoir les modalités de calcul des cotisations annuelles fixées par son règlement de cotisation - **Conforme** [76/13, 19.03.2013](#), [77/13, 19.03.2013](#), [78/13, 19.03.2013](#), [79/13, 19.03.2013](#), [80/13, 19.03.2013](#), [81/13, 19.03.2013](#), [82/13, 19.03.2013](#), [83/13, 19.03.2013](#), [84/13, 19.03.2013](#), [85/13, 19.03.2013](#), [86/13, 19.03.2013](#), [87/13, 19.03.2013](#), [88/13, 19.03.2013](#), [90/13, 19.03.2013](#), [91/13, 19.03.2013](#), [92/13, 19.03.2013](#), [93/13, 19.03.2013](#), [94/13, 19.03.2013](#), [95/13, 19.03.2013](#)

16. Autres

Article 1^{er}, 33, 37, 76, 78 et 79 – (CA, chambre du conseil) – **Commission rogatoire internationale** - Article 59 alinéa 2 de la loi sur l'organisation judiciaire et articles 1^{er}, 2(1), 2(3), 2(4) et 3 de la loi du 8 août 2000 sur l'entraide judiciaire internationale en matière pénale – Absence de traité d'entraide judiciaire avec le pays en question – La Cour n'examine que les articles cités – Aucun article ne s'oppose à l'octroi des compétences au Procureur général d'État en la matière - **Conforme** [37/06, 17.11.2006](#)